

By Lodi

MAC

Spécial!

2797 :
la résolution
onusienne
historique
attendue
depuis un
demi-siècle



**Nizar Baraka : l'Afrique
appelée à muscler
investissements et
partenariats pour
une résilience
climatique durable**

LA CONFIANCE PERDUE, ENTRE CHIFFRES ET RÉALITÉS...

NUMÉRO SPÉCIAL ÉLECTIONS 2026
LA PARTICIPATION / LA CONFIANCE
MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !
version non-commerciale



L'ODJ I-MAG est un mensuel de l'ODJ Média du groupe de presse Arrissala, publié la fin de chaque mois.

Ce n'est pas un Magazine papier, ni un PDF classique, c'est un magazine Web connecté en format FlipBook, le premier et le seul magazine connecté au Maroc.

DIRECTEUR DE PUBLICATION: AHMED NAJI
RESPONSABLE ÉDITORIALE ONLINE & MARKETING: RIM KHAIROUN
COUVERTURE: IMAD BEN BOURHIM
DIRECTEUR DIGITAL & MÉDIA: MOHAMED AIT BELLAHCEN

STAFF WRITERS:
ADNANE BENCHAKROUN
NISRINE JAOUADI - SALMA LABTAR - HAFID FASSI
FIHRI - BASMA BERRADA - MAMOUNE ACHARKI -
KARIMA SKOUNTI

L'ODJ Média © 2025 - Groupe de presse Arrissala SA

Lire notre ancien numéro I-MAG

SOMMAIRE

BREAKING NEWS
page 04

SANTÉ & BIEN ETRE
page 08

CONSO & ENVIRONNEMENT
page 16

CULTURE
page 23

Dossier Spécial du mois
page 30

DIGITAL & TECH
page 62

SPORT
page 66

LIFESTYLE
page 72

AUTOMOBILE
page 76

2797 : la résolution onusienne historique attendue depuis un demi-siècle

Par Ahmed Naji

« Par la grâce du Seigneur et avec Son aide, après cinquante ans de sacrifices, nous ouvrons un nouveau chapitre victorieux dans le processus de consécration de la marocanité du Sahara. »

C'est par ces mots que Sa Majesté le Roi Mohammed VI a annoncé au peuple marocain l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies n°2797.

Cette décision est historique, car elle consacre définitivement la proposition d'autonomie des provinces du Sud, dans le cadre de la souveraineté marocaine, comme la solution la plus « réalisable » pour mettre un terme au conflit vieux d'un demi-siècle autour de la question du Sahara.

Onze pays ont pleinement soutenu cette proposition, dont trois membres permanents du Conseil de sécurité : les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne.

La Russie et la Chine se sont abstenues de voter, sans recourir à leur droit de veto, ce qui équivaut implicitement à un soutien à la position du Maroc.

L'abstention du Pakistan s'explique davantage par la question épineuse du Cachemire que par une quelconque hostilité envers le Maroc, les deux pays entretenant, au contraire, d'excellentes relations.

C'est le moment de rendre hommage à tous les martyrs de la cause nationale la plus sacrée : la défense de l'intégrité territoriale. Cet engagement patriotique a été couronné par les efforts de la diplomatie marocaine, qui a su convaincre la communauté internationale de la justesse et de la légitimité de cette cause.

Les Marocains ont, à juste titre, célébré ce succès diplomatique historique en exprimant leur joie dans les rues. Les plus âgés ont raconté aux plus jeunes le long chemin de croix que le peuple marocain a dû parcourir depuis 1975 : les proches parents et amis tombés au champ d'honneur, les ressources nationales détournées vers la défense au détriment du développement, et les occasions manquées de bâtir un Maghreb uni au service de ses peuples.

Oui, nous, Marocains, avons souffert des conséquences de ce conflit artificiel, nourri par des calculs géopolitiques cyniques. Oui, nous avons résisté contre vents et marées, même lorsque nos alliés les plus proches doutaient de notre succès.

Reste désormais à concrétiser les détails de la mise en œuvre du plan d'autonomie et à trouver une solution digne pour les habitants des camps de Tindouf, en Algérie – uniquement ceux originaires des provinces du Sud marocain.

Mais pour l'heure, savourons cet instant de victoire, aussi légitime que mérité.



L'Algérie, membre non permanent du Conseil de sécurité, n'a pas participé au vote, peinant à admettre l'échec d'une stratégie d'harcèlement continu contre le Maroc, qui lui a coûté cher sans rien lui rapporter.

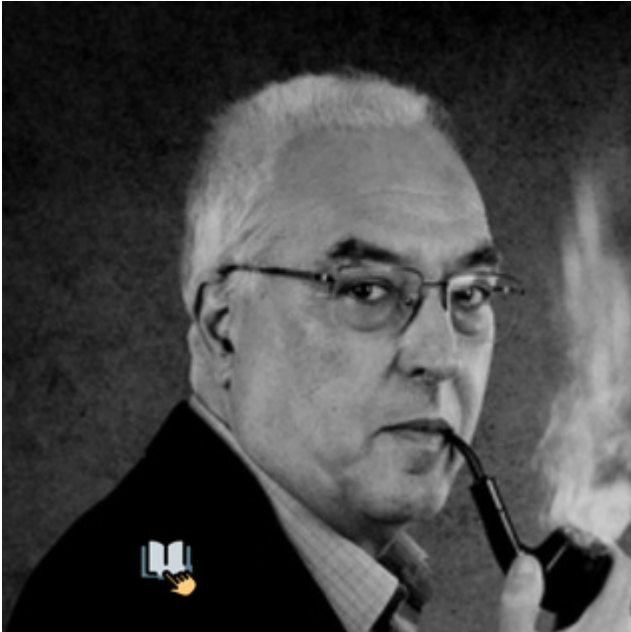
Aucun pays membre du CS de l'Onu n'a voté contre cette résolution.

Pour ceux de la génération X, qui ont assisté enfants à la mémorable Marche verte et ont été témoins des multiples péripéties de ce conflit – motivé davantage par l'ambition de leadership régional de l'Algérie que par des pseudo-considerations relatives aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes –, l'émotion suscitée par cette indéniable victoire diplomatique dépasse la capacité d'analyse rationnelle.

Les Marocains ont remporté ce conflit après un demi-siècle de lutte déterminée pour défendre leur intégrité territoriale et de sacrifices consentis, notamment ceux des soldats des Forces armées royales, qui ont tenu en échec les mercenaires du Polisario, massivement armés et politiquement soutenus par des pays du bloc communiste durant la guerre froide.



Breaking News



[Cliquer sur l'image pour lire cet article de Adnane Benchakroun](#)

Quand le Conseil de sécurité consacre le réalisme marocain au Sahara

Dans les couloirs feutrés de l'ONU, certains votes ne changent pas seulement des mots : ils déplacent des paradigmes. La Résolution 2025, adoptée en octobre par le Conseil de sécurité, appartient à cette catégorie rare. Elle transforme en norme ce qui, pendant des années, ressemblait à une simple équation diplomatique. L'initiative marocaine d'autonomie, proposée en 2007, n'est plus un élément parmi d'autres sur la table : elle devient la base officielle du processus politique autour du Sahara. Le Conseil de sécurité, cette fois, ne « prend pas note ». Il consacre.

Depuis 2007, l'ONU qualifiait la proposition marocaine de « sérieuse et crédible ». En 2025, elle la hisse au rang de fondement nécessaire.

Le langage produit du droit, et le droit produit des effets : une forme de légitimité internationale désormais difficile à contester.

Dans cette logique, refuser la négociation, c'est accepter la marginalisation diplomatique. Le principe de bonne foi, *pacta sunt servanda*, redevient central.

Nizar Baraka plaide pour « un Maroc à une seule vitesse » : diagnostic sans fard et feuille de route en huit axes

Casablanca — 23 octobre 2025.

Devant une salle pleine à l'invitation de l'Alliance des Ingénieurs Istiqlaliens, Nizar Baraka, Secrétaire général du Parti de l'Istiqlal, a livré un diagnostic implacable des fractures territoriales et sociales du pays et détaillé une méthode d'action pour « mettre tout le Maroc sur le même rythme ». Son intervention s'est articulée autour d'un constat de « deux vitesses » qui ne peut plus durer et d'une feuille de route concrète en huit axes, plaçant l'équité, l'emploi et la convergence territoriale au centre.

Les écarts demeurent criants entre villes et campagnes. Le taux de pauvreté multidimensionnelle atteint 13,1 % en milieu rural contre 3 % en urbain. Trois régions littorales génèrent près de 60 % du PIB, quand 40 % des Marocains vivent dans des zones ne produisant que 28 % de la richesse nationale. Sur le marché du travail, le T2-2025 a vu 113 000 emplois créés en zones urbaines tandis que 107 000 ont été perdus en zones rurales.

L'accès aux services de base illustre la même disparité : presque 100 % des ménages urbains raccordés à l'eau potable du réseau, moins de 50 % en rural ; 6,8 % de ménages urbains sans Internet, contre 22 % en rural.



By Lodi WEB TV



100% digitale
100% Made in Morocco





Breaking News

PROCHAINE CHRONIQUE ÉCONOMIQUE — PLF 2026

LE SPREAD I-G

$g > i$

La mécanique qu'on ne débat presque jamais !

PLF 2026 : baisser les taux d'intérêts de la dette ou muscler la croissance ?

Le PLF 2026 arrive au Parlement. On parlera enveloppes, barèmes, priorités sectorielles. On oubliera, comme souvent, l'équation qui décide du destin d'un pays qui vise l'émergence : Si la croissance (g) dépasse durablement le coût moyen de la dette (i), la dette « s'allège » mécaniquement ; Si $i > g$, elle pèse, même avec des efforts. Toute la vraie question est là : ce budget fait-il baisser "i" ou fait-il monter "g" — et à quel horizon ?

Budget de preuves : jeunesse, école, hôpital.. l'heure des comptes !

Il arrive que la politique sorte de sa torpeur pour renouer avec l'essentiel grâce à un Conseil des ministres : investir dans la santé, l'école et la confiance civique. Les dernières orientations budgétaires Royale envoient un message clair à une génération qui a frappé fort aux portes de l'espace public : on a entendu. L'augmentation substantielle des crédits dédiés à l'éducation et à la santé (+25%) portée à 140 milliards de dirhams et la création de 27 000 postes dans ces deux secteurs sont plus qu'une ligne de compte : c'est une correction de trajectoire.



140 milliards et un cap : reconstruire la confiance avec la génération qui bouscule

Ici et maintenant gît l'USFP ou du moins, ce qu'il en reste aux yeux de ses propres militants

À Bouznika, le 12^e congrès national a rendu son verdict en un geste cérémoniel : reconduction du même visage, prolongation des mandats, et une mise sous cloche de la question du renouvellement. Driss Lachgar a été réélu Premier secrétaire pour un quatrième mandat consécutif, un fait acté et commenté par la presse dans la journée. Il y a quelque chose de funèbre dans la répétition. Le deuil n'est pas seulement celui d'un parti qui perd son souffle, c'est le deuil d'une idée : le parti comme creuset d'affrontements d'idées, d'alternatives internes, de transmission des responsabilités.

ICI ET MAINTENANT GÎT L'USFP

chronique d'un parti en apnée

DE BOUZNICA AU
TOMBEAU DES IDÉES:
QUAND LA CONTINUITÉ
DEVIENT DÉVOTION

ENTRE CULTE DU CHEF ET
TANTS,
DCAINE
ESPIRATION

"Ce que je pleure ici n'est pas un nom. Je pleure une pratique politique."



Réforme du conseil national de la presse : un tournant pour le journalisme marocain

Le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) du Maroc a récemment publié un avis sur le projet de loi 026.25, qui vise à réorganiser le Conseil National de la Presse (CNP). Ce rapport, qui aborde des questions cruciales concernant la gouvernance des médias au Maroc, met en lumière des incohérences et des déséquilibres dans le texte proposé. Cet article se propose d'analyser les principaux points soulevés par le CESE, tout en examinant leurs implications pour la liberté de la presse et la gouvernance démocratique. [Cliquer sur le texte, pour visualiser l'analyse complète](#)



Breaking News



Hybride, PHEV, EV : la nouvelle hiérarchie marocaine parle mandarin

Automobile : La classe moyenne au Maroc a voté chinois

Au dernier salon de Casablanca, 100% dédié à l'hybride et à l'électrique, le public s'est pressé autour des stands BYD, Jetour, Leapmotor, Lynk & Co, Smart ou encore XPeng. Un signal fort : quand l'équation "prix/équipement/consommation" devient décisive, la préférence des ménages marocains glisse, sans complexe, vers l'offre chinoise — là où l'innovation est visible et le ticket d'entrée, maîtrisé.

Il fallait voir les files à l'Espace AUDA (Anfa Park) entre le 18 et le 28 septembre 2025 : un salon « spécial énergies nouvelles » — hybride et 100 % électrique —, ouvert au grand public, avec billet à 30 DH, et une promesse simple : rendre tangible, ici et maintenant, la bascule vers la mobilité propre. Dans les allées, plus de trente marques, une soixantaine de modèles électrifiés, et surtout la montée en puissance des constructeurs chinois, passés en deux ans du statut d'outsiders à celui d'attracteurs de foule.

Ce n'est pas un slogan marketing : c'est une scène vécue.

Maroc : 18 millions de touristes d'ici fin 2025

Le Maroc s'apprête à boucler l'année 2025 sur des chiffres historiques. Selon le rapport sur les établissements et entreprises publics accompagnant le Projet de loi de finances 2026, près de 18 millions d'arrivées touristiques sont attendues dans le Royaume d'ici la fin de l'année. À la clé, des recettes estimées à 124 milliards de dirhams.

Un niveau jamais atteint qui conforte la montée en puissance du secteur.

Cette croissance ne sort pas de nulle part. Le rapport précise que la hausse conjointe des arrivées, des nuitées et des recettes en devises découle directement des efforts menés depuis l'adoption de la feuille de route touristique 2023-2026. Au cœur de cette stratégie se trouvent davantage de vols, de nouvelles lignes aériennes et une promotion ciblée sur les marchés les plus porteurs.

L'Office national marocain du tourisme (ONMT) a déjà investi 500 millions de dirhams à fin juin 2025, pour un total prévisionnel de 2 milliards de dirhams sur l'année. Le taux de réalisation atteint 60 %.

Un rythme intense qui devrait se poursuivre sur les deux prochaines années. Pour maintenir cette trajectoire, l'ONMT prévoit de renforcer ses partenariats avec les tour-opérateurs. Il compte également collaborer avec les agences en ligne (OTA).



L'ambition est claire : installer durablement le Maroc dans le Top 15 des destinations mondiales.



Journée mondiale de l'AVC : Au Maroc, l'imagerie médicale est une urgence vitale

*Par Dr Anwar CHERKAoui avec le concours du
Dr BOUMEHDI Bounhir, médecin radiologue*

Face à une suspicion d'AVC, le scanner cérébral doit être réalisé sans délai, idéalement dans les 20 minutes suivant l'arrivée du patient aux urgences.

Chaque 29 octobre, la communauté internationale marque la Journée mondiale de l'accident vasculaire cérébral (AVC).

Une occasion de rappeler que le cerveau ne pardonne aucun retard. L'AVC frappe sans prévenir, laisse des séquelles souvent irréversibles et tue des milliers de personnes chaque année.

Au Maroc, cette réalité est encore plus grave lorsque le diagnostic et le traitement tardent. Car dans un AVC, chaque seconde perdue détruit un peu plus de vie.

L'arme qui peut renverser le destin du patient existe pourtant : l'imagerie médicale, pivot absolu du sauvetage neurologique

Face à une suspicion d'AVC, le scanner cérébral doit être réalisé sans délai, idéalement dans les 20 minutes suivant l'arrivée du patient aux urgences.

Cet examen vital permet de distinguer l'AVC ischémique, causé par un caillot, de l'AVC hémorragique, dû à un saignement cérébral.

L'un nécessite un traitement pour dissoudre le caillot, l'autre impose une prise en charge totalement différente.

Le Maroc dispose déjà de compétences médicales reconnues, de médicaments efficaces et de neurologues et radiologues interventionnels prêts à agir.

Ce qui manque aujourd'hui, c'est une coordination parfaite entre le préhospitalier, les services d'urgence et l'imagerie.

Le message scientifique est clair : chaque minute perdue lors d'un AVC tue deux millions de neurones. Le temps, c'est du cerveau. Le temps, c'est la vie. Le Maroc doit se doter d'un véritable plan national AVC : unités spécialisées dans chaque région, parcours d'imagerie prioritaire, formation des ambulanciers à reconnaître les signes d'alerte, numéro d'urgence opérationnel et protocoles appliqués partout.

Et surtout, une grande campagne de sensibilisation pour que chaque citoyen sache reconnaître les signes : une bouche qui se dévie, une main qui s'affaisse, une parole qui se trouble.

Dans ces cas-là, il n'y a qu'un seul réflexe : appeler les secours immédiatement.

L'AVC ne doit plus être perçu comme une fatalité. C'est une urgence médicale qui se combat par la science, l'organisation et la rapidité.

À l'occasion de cette **Journée mondiale de l'AVC**, il est temps que le Maroc déploie les moyens d'un véritable sursaut sanitaire. Ce n'est pas seulement une question de statistiques, mais de vies humaines.



Sans imagerie, impossible de sauver correctement le patient.

Dans les systèmes de santé performants, les délais sont stricts : du seuil de l'hôpital au scanner en moins de 20 minutes, et une thrombolyse (destruction du caillot) initiée avant 90 minutes après le début des symptômes.

Ce parcours de soins sauve des vies, rend l'autonomie et évite l'handicap lourd. Au Maroc, trop de patients arrivent trop tard, ou trop d'hôpitaux ne disposent pas de circuits rapides vers l'imagerie.

Le cerveau n'attend pas. Chaque retard condamne.

Mais l'imagerie n'est pas seulement là pour diagnostiquer : elle traite aussi.

Grâce à la radiologie interventionnelle, la thrombectomie mécanique permet de retirer mécaniquement le caillot, parfois jusqu'à 6 heures et dans certains cas jusqu'à 24 heures après l'apparition des signes. Une artère rouverte, c'est une zone cérébrale sauvée. C'est une vie rendue à son propriétaire. Pour bénéficier de ces avancées majeures, il faut des équipes formées, un plateau technique disponible 24h/24 et une organisation territoriale fluide.

LODJ

WEB RADIO

By Lodj

R212

La web
Radio
des
marocains
du monde



WWW.LODJ.MA



Une mobilisation nationale pour sauver des vies

Octobre Rose 2025 : le Maroc renforce la lutte contre les cancers du sein et du col de l'utérus

Le ministère de la Santé et de la Protection sociale a lancé, du 1er au 31 octobre 2025, une vaste campagne nationale dédiée à la sensibilisation, à la prévention et à la détection précoce des cancers du sein et du col de l'utérus.

Une initiative qui s'inscrit dans le cadre du Plan National de Prévention et de Contrôle du Cancer (PNPCC) 2020-2029, et qui vise à consolider les acquis tout en améliorant l'accès équitable aux soins.



Quand la douleur des femmes reste invisible : le grand oubli des maladies chroniques féminines

Endométriose, cystite interstitielle, syndrome des ovaires polykystiques, vulvodynie... autant de mots que l'on entend aujourd'hui un peu plus souvent, mais dont la réalité reste largement méconnue. Ces maladies chroniques, souvent invisibles à l'œil nu, touchent des millions de femmes dans le monde et pourtant, la recherche, le diagnostic et la prise en charge médicale demeurent en retard.

La douleur invisible des femmes



Au Maroc comme ailleurs, beaucoup de femmes apprennent à vivre avec ces souffrances...



Peau mixte à grasse : arrêtez les matifiants !

Souvent, on croit bien faire en découpant la peau pour enlever le gras, mais le résultat est exactement le contraire. Trop de produits agressifs dessèchent la peau et déclenchent une réaction de défense : la zone T se met à briller encore plus. Certains soins contiennent des ingrédients qui bouchent les pores ou irritent la peau, et l'alcool présent dans certaines crèmes accentue l'effet rebond. Bref, votre peau se retrouve piégée dans un cercle vicieux où plus vous essayez de la matifier, plus elle produit de sébum.



Pour calmer ce flux de sébum, le mot d'ordre est douceur



Virus Epstein-Barr : discret, répandu... et surprenant

Tu l'as peut-être déjà entendu en passant sur TikTok ou dans une conversation médicale, mais le virus Epstein-Barr (EBV) reste largement méconnu, et pourtant il circule partout, y compris chez nous au Maroc.

Ce petit virus de la famille des herpèsvirus est surtout connu pour provoquer la mononucléose, mais il peut aussi jouer un rôle dans certains cancers spécifiques. Pas de panique : comprendre son fonctionnement et ses risques peut nous aider à mieux vivre avec.



" Le problème n'est pas seulement la température, c'est l'inégalité face à la chaleur "

Vagues de chaleur au Maroc : quand la météo devient une question de santé publique

Au Maroc, la chaleur n'est pas une nouveauté. Elle fait partie du paysage, des habitudes, du rythme des saisons. Mais depuis quelques années, quelque chose a changé : les étés s'allongent, les records tombent, les nuits cessent d'être fraîches. Les vagues de chaleur extrême ne sont plus de simples épisodes météorologiques. Elles deviennent une véritable crise sanitaire silencieuse, qui met à l'épreuve la résilience d'un pays déjà confronté à d'autres défis environnementaux et sociaux. L'été 2025 a été l'un des plus chauds jamais enregistrés au Maroc. Dans certaines provinces du Sud, les températures ont dépassé les 47°C, forçant les autorités à émettre des alertes rouges prolongées.

Restaurer sa flore intestinale après des antibiotiques : le rôle des probiotiques

Les antibiotiques sont indispensables pour lutter contre les infections, mais ils peuvent perturber l'équilibre naturel de la flore intestinale. Restaurer son microbiote après un traitement est essentiel pour éviter troubles digestifs et fatigue. Un probiotique est un micro-organisme vivant, souvent une bactérie ou une levure, qui apporte un bénéfice pour la santé lorsqu'il est consommé en quantité suffisante.

Il contribue au maintien de l'équilibre de la flore intestinale et au bon fonctionnement du système digestif.

Les antibiotiques détruisent non seulement les bactéries responsables de l'infection, mais aussi les bonnes bactéries de l'intestin. Cela peut entraîner diarrhée, ballonnements, fatigue et diminution des défenses immunitaires.

Restaurer la flore passe par :

- La prise de probiotiques ciblés.
- Une alimentation riche en fibres, prébiotiques et aliments fermentés.
- Une hydratation suffisante pour soutenir la digestion.



Après un traitement antibiotique, le microbiote peut mettre plusieurs semaines à se rééquilibrer

LODj



لخبـركـنا فجـيـبكـ

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصاتنا، ولا تفوتوا أي خبر



www.lodj.info

Hammams et salles de massage : un nouvel espoir pour le dépistage précoce du cancer du sein

Octobre 2025, mois rose pour le dépistage précoce du cancer du sein. Une piste à développer : la formation des travailleuses dans les hammams publics et les salles de massage de l'autopalpation des seins: technique simple qui permet de détecter les petites billes dans les seins, qui sont un début de cancer.

Un enjeu national de santé féminine

Au Maroc, le cancer du sein demeure la première cause de mortalité par cancer chez la femme. Pourtant, détecté à un stade précoce, il se guérit dans la grande majorité des cas. La clé réside dans le dépistage précoce. Or, beaucoup de femmes, notamment dans les milieux populaires, ne consultent un médecin que lorsque la maladie est déjà avancée.

Dans ce contexte, les hammams et les salles de massage pourraient devenir des alliés inattendus mais essentiels dans la lutte contre le cancer du sein.

Ces espaces, profondément ancrés dans la culture marocaine (les hammams), sont fréquentés chaque jour par des milliers de femmes de tous âges et de toutes conditions sociales.

Quand la tradition rejoint la prévention

Les travailleuses des hammams et des salles de massage sont, par la nature même de leur métier, en contact direct avec le corps féminin. Avec une formation simple à l'observation et à l'autopalpation, ces femmes pourraient repérer des signes suspects : une masse inhabituelle, une asymétrie, une zone douloureuse persistante. Elles ne remplaceraient évidemment pas les médecins, mais deviendraient les premières sentinelles de la santé des femmes. Ce concept n'est pas nouveau : la Tunisie a déjà mis en place un tel programme avec succès. Les "assistantes de hammam" y ont été formées pour encourager les femmes à s'auto-examiner et à consulter en cas de doute.

Résultat : un diagnostic plus précoce et des vies sauvées.

Un programme marocain à bâtir

Le Maroc, fort de son tissu associatif et médical, a tout pour réussir une telle initiative. Les associations de lutte contre le cancer, le secteur médical libéral, l'industrie pharmaceutique, le ministère de la Santé et celui de la Solidarité et de la Femme pourraient unir leurs efforts. Ensemble.

Ils pourraient mettre en place un programme national de "formation des mains du bien", dédié aux travailleuses des hammams et aux masseuses professionnelles.

Un tel programme aurait un double impact :

Médical, en favorisant le diagnostic précoce et la guérison complète. Social, en valorisant le rôle des femmes exerçant ces métiers, souvent invisibles mais au cœur du tissu communautaire. Briser les tabous, sauver des vies : Parler du sein reste encore tabou dans certaines régions.



Par Dr Anwar Cherkaoui

Le message est simple : un geste qui sauve – le dépistage précoce protège votre vie et votre féminité

Car un cancer découvert tardivement peut conduire à une amputation du sein, à une souffrance morale profonde et à un déséquilibre dans la vie de couple. Mais un cancer détecté tôt, lui, se soigne, et la femme conserve son intégrité, sa beauté, sa confiance.

- Un plaidoyer pour la santé communautaire : Faire entrer la prévention dans les hammams, c'est rendre la santé plus proche des femmes.

C'est aussi reconnaître que la médecine moderne peut s'appuyer sur les structures sociales traditionnelles pour mieux toucher les populations.



La solidarité, la bienveillance et la vigilance partagée peuvent sauver des vies.

Identité numérique et son impact sur la construction de soi chez les jeunes

Par : Youssef Baja – Psychologue clinicien et psychothérapeute

L'identité personnelle constitue un axe central en psychologie du développement et en psychologie sociale, particulièrement durant la jeunesse, période durant laquelle l'individu cherche à définir ses valeurs, ses objectifs et sa place dans le monde.

Définition de l'identité numérique

L'identité numérique désigne l'ensemble des représentations et informations qu'un individu diffuse sur lui-même à travers les espaces numériques, que ce soit via les réseaux sociaux, les forums, les jeux en ligne ou les plateformes éducatives.

Cette identité peut refléter la réalité, ou au contraire présenter une version améliorée, embellie ou totalement construite du soi.

Elle inclut plusieurs dimensions :

- Identité déclarative : les informations que l'individu choisit de partager sur son profil (âge, loisirs, centres d'intérêt).
- Identité performative : les comportements et interactions observables en ligne, comme les publications, commentaires et réactions.
- Identité perçue : la manière dont les autres utilisateurs perçoivent et interprètent cette identité numérique.

Impact psychologique de l'identité numérique

- Estime de soi et validation sociale : Les interactions numériques offrent un feedback immédiat (likes, commentaires, partages) qui influence l'estime de soi. Bien que ce feedback puisse renforcer la confiance, il peut également induire une dépendance à la validation externe et accentuer l'anxiété sociale ou la peur de l'échec.

- Construction de l'identité :

La jeunesse utilise souvent l'identité numérique comme terrain d'expérimentation de soi, permettant d'explorer différents rôles, styles ou valeurs. Cependant, cette expérimentation peut créer une fragmentation de l'identité, lorsqu'il existe un décalage entre le soi en ligne et le soi réel.

- Risques émotionnels et cognitifs :

L'exposition constante aux comparaisons sociales et aux contenus idéalisés peut engendrer

des sentiments de jalousie, de frustration ou d'insécurité, et affecter la capacité à développer une estime de soi stable.

Dimension sociale de l'identité numérique

Interaction et appartenance :

Les jeunes se connectent avec des pairs partageant des intérêts similaires, favorisant un sentiment d'appartenance. Néanmoins, la superficialité de certaines interactions peut limiter le développement de compétences sociales profondes.

Influence des groupes et normes numériques :

Les réseaux sociaux imposent souvent des normes implicites sur l'apparence, le comportement ou les valeurs, influençant les choix et la construction identitaire des jeunes. L'identité numérique représente à la fois une opportunité et un défi pour le développement psychologique des jeunes. Elle permet l'expression et l'expérimentation de soi, tout en exposant à des risques émotionnels et sociaux.

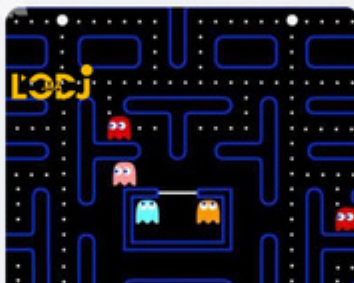


LAST NEWS



Deux vaccins Sanofi seront produits localement à Benslimane

@lodjmaroc



PAC-MAN revient pour Halloween et souffle ses 45 bougies

@lodjmaroc



LANA CASH **لنا كاش**
Plus besoin d'attendre !
Avec le virement instantané* de Lana Cash, vos transferts se font en temps réel, 24h/24 et 7j/7.

Lana Cash propose le virement instantané 24h/24 pour tous les comptes bancaires

@lodjmaroc



Étude : les professionnels qui utilisent l'IA sont plus souvent promus

@lodjmaroc



Poutine annonce un essai final réussi d'un missile de croisière à propulsion nucléaire



AKDITAL Expands to Saudi Arabia with \$1.4B Investment

@lodjmaroc





De la fourche à la fourchette...

Par Hafid Fassi Fihri

Quelle sécurité sanitaire pour les aliments dans nos assiettes ?

Des tomates contaminées, du thé contenant des résidus de pesticides, des fraises douteuses, des olives farcies de produits chimiques et tout récemment de la farine impropre à la consommation : le consommateur marocain est régulièrement soumis à des risques sanitaires qui menacent sa santé et même sa vie.

Ce consommateur est d'autant plus mis à rude épreuve par la mauvaise qualité de certains aliments que lui-même, honnêtement, est trop souvent laxiste, inconscient et irresponsable par rapport à la vigilance que devrait adopter tout un chacun.

Entre les fraudes et la corruption, les contrôles qui ne sont pas systématiques sont apparemment soit complaisants soit inefficaces.

Le risque zéro n'existe franchement pas, et il est flagrant et évident que les autorités sanitaires sont incapables de passer à la loupe tous les risques sanitaires afin de traquer les fraudeurs et les tricheurs et réduire au maximum tout



risque de menace d'insécurité alimentaire et sanitaire.

Soit il s'agit d'un problème de compétences techniques et dans ce cas, il est urgent et vital de moderniser dans la rigueur et la transparence, soit ce sont des lobbies qui s'arrangent pour que personne ne vienne déranger leurs petites affaires.

En matière d'insécurité sanitaire, il n'y a jamais de fumée sans feu !

Dans les deux cas, le Royaume du Maroc qui accueille des millions de touristes et qui s'apprête à accueillir une coupe du Monde ne peut prendre en aucun cas des risques de catastrophe sanitaire.

Il y a, par ailleurs, une réalité économique à ne pas occulter et qui voudrait qu'il est impossible de produire de la qualité à des prix soutenables socialement puisque inaccessibles pour la majorité des consommateurs !

La qualité a un coût, l'insécurité alimentaire et sanitaire a un prix !

Mais, cela n'est absolument pas une excuse pour ne pas adopter une véritable politique de sécurité sanitaire.

Pour cela, une modernisation de la législation en vigueur et la rationalité des contrôles vers plus d'efficacité sont les seules conditions pour améliorer le système de sécurité sanitaire, en ayant en permanence des informations disponibles de la fourche à la fourchette !

Il n'y a jamais de fumée sans feu et de la fraude alimentaire à la fraude tout court, il n'y a qu'un pas : celui qui menace la vie des consommateurs et qui risque de porter un gros préjudice à la réputation du pays.

Ceci, car si la qualité a un coût, l'insécurité alimentaire et sanitaire a un prix !

ECO *By Lodj* BUSINESS

03
NOV
25

www.lodj.ma

PME

TPE

STARTUP



IMAGE GÉNÉRÉE PAR L'IA

PRESTIGE ? STADES V/S HÔPITAUX et la vérité des chiffres..

@lodjmaroc





Conso & Environnement



Verdict : un allié possible, mais pas un substitut

Le soja : moins de récidence du cancer du sein ?

Le soja, ce légume riche en protéines végétales et en isoflavones, est souvent au centre des discussions santé et nutrition, notamment pour les femmes ayant survécu à un cancer du sein.

Des études récentes suggèrent que sa consommation pourrait jouer un rôle dans la réduction du risque de récidence, mais le sujet reste délicat et mérite un examen attentif.

Le soja est riche en isoflavones, des composés naturels aux propriétés proches des œstrogènes, mais beaucoup plus faibles.

Ces substances peuvent interagir avec les récepteurs hormonaux du corps et exercer un effet protecteur, surtout chez les femmes ménopausées. En plus de ses possibles bienfaits hormonaux, le soja est une excellente source de protéines végétales, de fibres, de vitamines et de minéraux, ce qui en fait un aliment nutritif pour toute la famille.

Découvrez ces produits laitiers pour enfants loin d'être sains

Les rayons des supermarchés regorgent de produits laitiers pour enfants : yaourts colorés, desserts gourmands, petits laits aromatisés... A première vue, ils semblent parfaits pour les plus jeunes.

Mais derrière leurs emballages attrayants et leurs saveurs sucrées, beaucoup de ces produits cachent des surprises moins réjouissantes pour la santé.

Le principal problème de ces produits est leur teneur en sucre.

Entre les arômes artificiels, les confettis sucrés et les jus ajoutés, certains yaourts ou desserts pour enfants peuvent contenir jusqu'à 3 à 4 morceaux de sucre par portion. Ces excès favorisent non seulement la prise de poids, mais augmentent aussi le risque de caries dentaires, de diabète de type 2 et de mauvaises habitudes alimentaires dès le plus jeune âge.

Même les produits étiquetés "sans sucres ajoutés" ou "allégés" ne sont pas toujours idéaux. Certains utilisent des édulcorants ou des sirops de glucose.



Heureusement, il existe des alternatives simples et nutritives



Conso & Environnement



Bovins espagnols suspendus: la facture à la hausse

Le Maroc suspend temporairement l'importation de bovins d'Espagne pour raisons sanitaires. Une décision de prudence qui risque de tendre davantage les prix de la viande rouge sur un marché déjà fragile. La décision est tombée comme un signal de vigilance: suspension temporaire des bovins en provenance d'Espagne.

Le motif, sanitaire, s'inscrit dans la doctrine de précaution: mieux vaut prévenir que corriger une contamination aux conséquences coûteuses. Pour les consommateurs, l'annonce réveille une inquiétude familière: celle d'une nouvelle hausse des prix de la viande rouge, sensibles aux moindres aléas d'importation et de disponibilité.

Le marché marocain des viandes fonctionne à l'équilibre instable entre production locale et complément par importations.

Quand un robinet se ferme, la courbe des prix s'affole, d'autant que l'alimentation animale, indexée sur des matières premières volatiles, pèse sur les coûts des éleveurs. À court terme, la raréfaction des arrivages espagnols pourrait créer un effet d'aspiration sur les cheptels locaux et rallumer la spéculation en gros comme au détail.

La folie de l'avocat au Gharb : or vert ou tache d'eau ?

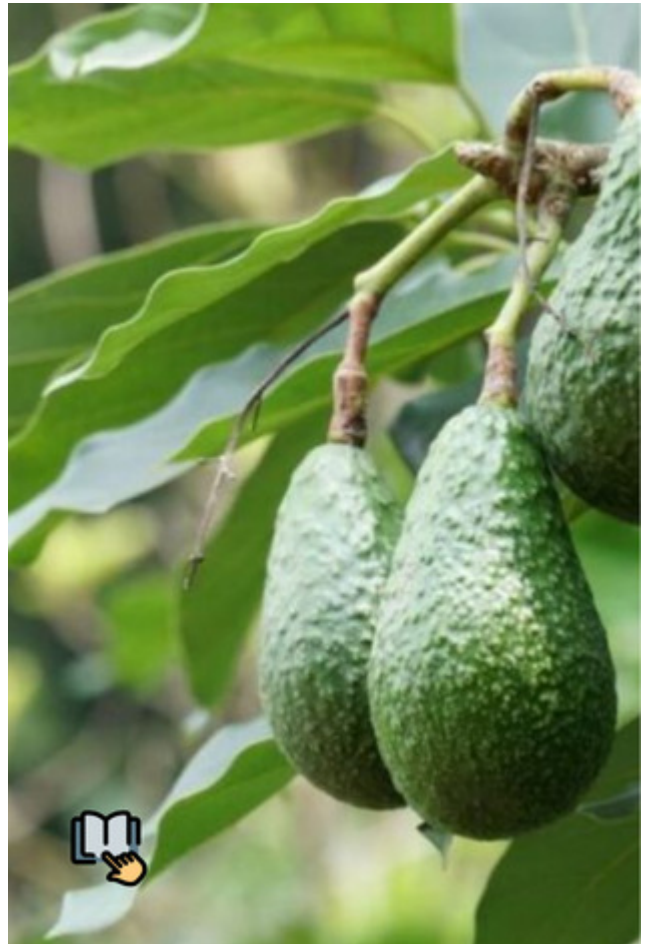
Quand on roule entre Kénitra et Larache, on voit des champs alignés d'avocatiers à perte de vue.

L'avocat, ce fruit crémeux tendance, est devenu presque un symbole du succès agricole marocain : exportations, devises, nouveaux emplois. Mais derrière l'euphorie verte se cache un défi sérieux : celui de l'eau, ressource rare, précieux héritage menacé.

Le Maroc s'est hissé ces dernières années parmi les grands exportateurs d'avocat dans le monde. Dans la plaine du Gharb, la culture de l'avocat occupe désormais des milliers d'hectares, avec l'essentiel de la production destinée à l'export, surtout vers l'Europe.

Les chiffres parlent : pour la campagne 2025-2026, on prévoit une récolte bien inférieure aux espérances, à cause des chaleurs extrêmes. Certaines exploitations indiquent des pertes pouvant aller jusqu'à 40-50 % dans les vergers du Gharb.

Ce succès économique a un prix : l'avocat est une culture aquavore. Selon les spécialistes, un hectare d'avocatiers peut nécessiter environ 16 millions de litres d'eau par an.





Conso & Environnement



La digitalisation rapide du commerce alimentaire n'est pas encore accompagnée de contrôles adaptés.

Des aliments à prix cassés, mais à quel prix pour ta santé ?

L'Observatoire Marocain de Protection du Consommateur (OMPC) tire la sonnette d'alarme : des produits alimentaires vendus à prix dérisoires circulent à grande échelle sur Instagram et TikTok, mettant directement en danger la santé des Marocains.

Selon l'OMPC, certaines conserves sont affichées à 2 dirhams alors que leur prix réel dépasse 7 dirhams. Fromages, huiles et autres produits proches de la date de péremption sont écoulés sous couvert de "liquidation de stock" ou d'"offre limitée".

Casablanca, Rabat, Tanger, Marrakech et Fès sont particulièrement touchées. Ces pratiques créent un marché parallèle échappant à toute régulation. L'"Offre Choc" est normalement une stratégie marketing pour attirer les clients avec des réductions spectaculaires. Mais au Maroc, cette technique est détournée pour écouler des produits périmés ou non conformes, trompant le consommateur.

L'OMPC parle carrément de "leurre, fraude et mise en danger du consommateur".

Tomates marocaines : À quoi joue l'association française UFC-Que Choisir ?

Selon l'enquête de l'UFC-Que Choisir, menée à partir de contrôles officiels réalisés entre 2019 et 2022, plus de la moitié des tomates marocaines et 80 % des tomates espagnoles contiendraient plusieurs résidus de pesticides, contre seulement 15 % pour les tomates françaises. L'association va plus loin en évoquant la présence, dans 40 % des lots importés d'Espagne et du Maroc, de substances classées cancérogènes ou perturbatrices endocriniennes, contre 6 % pour les productions hexagonales.

L'ONSSA a démenti catégoriquement ces affirmations, estimant que les chiffres avancés par l'association ne reflètent ni la situation actuelle ni la réalité des pratiques agricoles marocaines.

L'organisme public rappelle que les données utilisées par UFC-Que Choisir reposent sur d'anciennes campagnes d'analyse, antérieures au renforcement du dispositif national de surveillance des résidus.

L'ONSSA insiste sur le fait que le Maroc dispose d'un cadre réglementaire rigoureux concernant l'usage et l'homologation des pesticides, aligné sur les standards européens et les recommandations du Codex Alimentarius. Chaque produit phytosanitaire est soumis à une évaluation scientifique complète avant autorisation, incluant des tests de toxicité, d'impact environnemental et de résidus.





Conso & Environnement

Nizar Baraka : l'Afrique appelée à muscler investissements et partenariats pour une résilience climatique durable

À l'ouverture du Forum ClimAfrica 2025 à Skhirat, le ministre marocain Nizar Baraka a exhorté le continent à accélérer investissements, coopérations régionales et partenariats public-privé pour bâtir des systèmes d'alerte et des services climatiques à la hauteur des risques. Le Maroc se dit prêt à partager son expertise et à co-développer des projets structurants.

Par Mohamed Ait Bellahcen

Priorités: investissements, coopération Sud-Sud, partenariats public-privé

Le ton est donné pour ClimAfrica 2025. Nizar Baraka, ministre de l'Équipement et de l'Eau, a appelé mercredi à renforcer massivement les investissements et les partenariats afin de doter l'Afrique d'une résilience climatique durable. En ligne de mire: intensifier la coopération internationale et régionale, en particulier via le partenariat Sud-Sud, pour mutualiser l'expérience, consolider les capacités et faire émerger des initiatives communes. "Le Maroc est disposé à mettre son expérience au service du continent", a assuré M. Baraka, citant des projets conjoints à développer avec les partenaires africains en cohérence avec les stratégies régionales. Le ministre a insisté sur la mobilisation conjointe des secteurs public et privé, clef pour financer,

innover et renforcer les compétences locales.

Saluant le rôle du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (ECMWF) et du Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), M. Baraka a souligné que le financement climatique — notamment via les banques multilatérales de développement — est indispensable pour traduire les ambitions en actions et construire une résilience pérenne. Il a, par ailleurs, pointé les déficits persistants dans plusieurs pays africains en matière de détection, de financement et de diffusion d'alertes, rappelant que des services de détection efficaces sont la condition d'une protection réelle face aux phénomènes météorologiques extrêmes.

Le ministre a mis en avant le rôle pionnier de la Direction générale de la météorologie (DGM) du Maroc, reconnue comme référence régionale pour les services climatiques et les données météo, et a réaffirmé

l'engagement de la DGM dans une coopération opérationnelle avec ses homologues africains. Sur le volet industriel, Ryad Mezzour, ministre de l'Industrie et du Commerce, a indiqué que le nexus industrie-climat pourrait devenir le moteur de croissance du continent d'ici 2030. Fort de sa compétitivité en énergies renouvelables, le Maroc ambitionne de se positionner comme hub régional d'une base industrielle décarbonée et circulaire, et comme destination de choix pour une production à faible émission de carbone. À long terme, le Royaume vise un rôle clé dans la production et l'exportation d'hydrogène vert, avec le développement d'écosystèmes industriels dédiés. Conformément aux Hautes Orientations Royales, l'Offre Maroc Hydrogène Vert, lancée en mars 2024, entend couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur pour convertir ce potentiel en projets concrets, générateurs de dizaines de milliers d'emplois dans des secteurs comme la sidérurgie, la métallurgie, le ciment, le verre et le raffinage.



By Lodj WEB TV



100% digitale
100% Made in Morrocco



WWW.LODJ.MA



La culture locale comme richesse...

Par Hafid Fassi Fihri

A défaut de révolution culturelle, une transition tous azimuts avec les cultures locales

Autrefois, à l'aube de la mondialisation il y avait de grosses inquiétudes à avoir concernant l'avenir des cultures locales et, effectivement, des peuples ont disparu et leur traditions avec, happés par le rouleau compresseur de la globalisation.

Aujourd'hui, avec le crépuscule de cette mondialisation les cultures locales prennent leur revanche par un retour de bâton, même si d'autres révolutions et transitions les menacent...

En effet, si les transitions démographique et climatique risquent de faire disparaître des traditions locales, notamment le patrimoine immatériel, la transition numérique dont surtout celle de l'intelligence artificielle, promet d'être une sélection naturelle de nouvelle génération.

Et c'est bien pour cela que les marocains de l'étranger se retrouvent généralement, à l'occasion des fêtes, même lorsqu'ils sont nés en Europe ou en Amérique, dans un cadre qui reflète leur culture du pays d'origine.

Si l'art était censé être le chemin le plus court vers le cœur de l'homme et entre les humains, il nous reste énormément de chemin à parcourir pour redécouvrir et valoriser nos cultures locales et nos patrimoines immatériels...

Mais, à condition de mettre l'homme et la femme au cœur de cette démarche.



Avec, de nouveau, des inégalités et des fractures.

Le challenge est celui de garder à l'esprit d'où l'on vient, de faire de nos racines une force, voire une richesse et de savoir exactement où on veut aller et non pas naviguer à vue dans le tourbillon de la géopolitique imposée par les grandes puissances et le labyrinthe des vicissitudes et des turpitudes des temps modernes !

Une modernité qui voudrait imposer l'homosexualité et les LGBT comme norme culturelle libérale et universelle !



Ces troupes concourent pour le Prix national du théâtre, dans plusieurs catégories

Festival national du théâtre: douze spectacles sélectionnés pour la compétition officielle

Douze pièces sont retenues pour la compétition officielle de la 25e édition du Festival national du théâtre, à Tétouan du 14 au 21 novembre.

Le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication (département de la Culture) annonce la sélection de douze pièces pour la compétition officielle de la 25e édition du Festival national du théâtre, qui se tiendra à Tétouan du 14 au 21 novembre.

Réuni à Rabat du 4 au 10 octobre, le comité de sélection, présidé par Abdellatif Ferdous et composé de Safia Maanaoui, Ayman Reghai, Ouassila Sabhi, Iman Razi, Hajar El Hamdi et Asmaa Loukmani, a retenu les œuvres répondant aux critères de qualité artistique fixés pour cette édition.



Comediablanca lance une tournée mondiale 2025-2026: ouverture à l'Olympia avec Gad Elmaleh

Comediablanca lance sa tournée mondiale 2025-2026: ouverture le 22 décembre 2025 à l'Olympia de Paris avec Gad Elmaleh en invité spécial.

Le festival d'humour Comediablanca annonce une tournée internationale sur 2025-2026, avec Gad Elmaleh en invité spécial. Le coup d'envoi est fixé au 22 décembre 2025 sur la scène mythique de l'Olympia à Paris, symbole du spectacle vivant.

En seulement deux éditions, Comediablanca a rassemblé plus de 11.000 spectateurs, révélant de nouveaux talents du stand-up tout en accueillant des artistes de premier plan tels que Roman Frayssinet, Ilyes Djadel ou Elena Nagapetyan.

Porté par cet élan, le festival franchit un cap et part à la rencontre de nouveaux publics à l'international. De Paris à Montréal, en passant par Bruxelles et Abidjan, la tournée compose l'itinéraire d'un rire ouvert, fédérateur et sans frontières, avant un retour annoncé à Casablanca pour une nouvelle édition. Pour cette soirée inaugurale à Paris, le plateau s'annonce éclectique et énergique, mêlant têtes d'affiche et révélations de la scène : Gad Elmaleh aux côtés de Oualas (Maroc/Côte d'Ivoire), Jalil Tijani (Maroc), Meryem Benoua (Maroc/France), Mimo Lazrak (Maroc), Ethan Lallouz (Maroc), John Sulo (Sénégal/France) et Sarah Lélé (Cameroun/Belgique).



Le festival Comediablanca s'est rapidement imposé comme un rendez-vous majeur de l'humour



Tanger : Hommage à Fatima Attif et Ahmed El Maanouni

Le 25e FNF de Tanger rend hommage à Fatima Attif et Ahmed El Maanouni, sous le Haut Patronage royal, pour leurs parcours et contributions au cinéma marocain. Un hommage sera rendu à la comédienne Fatima Attif ainsi qu'au réalisateur et producteur Ahmed El Maanouni lors de la 25e édition du Festival National du Film de Tanger, ayant eu lieu du 17 au 25 octobre, placée sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. Diplômée de l'ISADAC (section interprétation), Fatima Attif a débuté sur les scènes de théâtre avant de s'imposer à l'écran sous la direction de grands cinéastes marocains, indiquent les organisateurs.

Elle a notamment joué pour Mohamed Zineddaine dans *La Guérisseuse* (Grand Prix du FNF 2019), pour Faouzi Bensaïdi dans *What a Wonderful World* et *Volubilis*, pour Ismaël El Iraki dans *Zanka Contact* un rôle qui lui a valu le prix du second rôle féminin au FNF 2022, pour Adil El Fadili dans *Mon père n'est pas mort* (Grand Prix du FNF 2023), et plus récemment pour Laila Marrakchi dans *Mass Dolce* (2025).

Yallah' Afrika à la Villa des Arts de Rabat: une célébration artistique de la CAN 2025

Du 20 novembre au 30 décembre, la Villa des Arts de Rabat présente

« Yallah' Afrika », une exposition collective réunissant de jeunes artistes de six pays africains, en célébration de la CAN 2025 au Maroc.

La Villa des Arts de Rabat accueillera, du 20 novembre au 30 décembre, une exposition collective intitulée « Yallah' Afrika », organisée en écho à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2025 prévue au Maroc.

D'après les organisateurs, l'événement rassemblera de jeunes artistes provenant du Maroc, du Cameroun, du Sénégal, du Togo, de la Côte d'Ivoire et du Congo. Ils proposeront un parcours esthétique qui met à l'honneur l'unité dans la diversité, le dialogue interculturel et la richesse des imaginaires africains. Plus qu'une simple exposition, « Yallah' Afrika » se veut une invitation au voyage, à la découverte et au partage.

À travers la peinture, la sculpture et la photographie, chaque œuvre exprime la vitalité, la créativité et l'élan d'un continent jeune et dynamique.

Inscrite dans l'esprit de la CAN, qui fédère les nations africaines autour du sport, l'exposition se présente comme un espace de rencontre où l'art agit comme un langage universel.





Maison russe à Rabat : une année culturelle riche en livres, musique et danse

Un siècle de diplomatie populaire russe sera célébré à travers la promotion des échanges culturels, fil conducteur du programme d'activités pour l'année 2026 du Centre russe pour la science et la culture de Rabat.

De la musique aux arts plastiques, en passant par la littérature, plusieurs événements sont prévus pour permettre au public marocain de se forger une vision authentique de la Russie.

Le programme, présenté lors d'une conférence de presse par le nouveau directeur de la Maison russe, Vladimir Sokolov, le 16 octobre, s'annonce diversifié et ambitieux.

Communément appelée la Maison russe, cette institution culturelle mettra à l'honneur la musique, l'opéra et le ballet, en lien avec la célébration du 250^e anniversaire du Grand Théâtre national de Russie, plus connu sous le nom de Théâtre Bolchoï de Moscou.

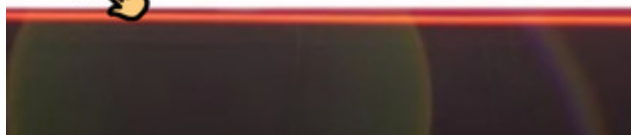
Le Maroc, pays à l'honneur au European Film Market 2026

Le Maroc sera le « Country in Focus » lors de l'European Film Market 2026 à Berlin, célébrant son riche patrimoine cinématographique et sa créativité. Un événement marquant pour le cinéma marocain sur la scène internationale.

Le Maroc sera mis à l'honneur en tant que « Country in Focus » lors de la prochaine édition de l'European Film Market (EFM), qui se tiendra du 12 au 18 février 2026, dans le cadre du 76^e Festival international du film de Berlin (Berlinale). Considéré comme l'une des principales plateformes mondiales pour les industries du cinéma et de l'audiovisuel, cet événement promet de mettre en lumière le riche patrimoine cinématographique du Royaume. Avec une communauté créative en pleine expansion et des cinéastes de renommée internationale, le Maroc a su s'imposer comme un acteur clé sur la scène cinématographique mondiale, selon les organisateurs de l'EFM. Le pays est devenu un pont dynamique reliant l'Afrique, le monde arabe et l'Europe, et sa participation à la Berlinale et à l'EFM remonte à plusieurs décennies.

Ces participations illustrent les liens étroits entre le Maroc et l'industrie cinématographique internationale, mettant régulièrement en avant les talents et les récits marocains dans les programmes de la Berlinale et de l'EFM.

L'initiative « Country in Focus » vise à mettre en lumière les grandes régions cinématographiques du monde, offrant un aperçu de leur vitalité créative et encourageant les échanges internationaux.



By Lody



IWEEK LE GÉANT DE L'ACTU

L'essentiel du Maroc et du monde

www.pressplus.ma





literature, what's new ?

Livre du mois

Une Rose à Marrakech : le nouveau roman de Hamza Benchakroun, entre beauté, perte et renaissance

Une Rose à Marrakech : le nouveau roman de Hamza Benchakroun, entre beauté, perte et renaissance

L'écrivain marocain Hamza Benchakroun, installé en Irlande, signe un roman à la fois délicat et percutant : *A Rose in Marrakech*. Derrière ce titre poétique se cache une plongée dans les méandres de l'identité, de la féminité et du courage intérieur, à travers le destin d'une jeune femme marocaine nommée Alia.

Un portrait sensible d'une jeunesse en quête d'elle-même

Alia grandit dans les ruelles vibrantes de Marrakech, entre la chaleur familiale et la beauté qui lui colle à la peau comme une bénédiction, mais aussi comme une malédiction.

À quinze ans, elle décroche une place convoitée à l'École Normale, convaincue que l'éducation peut la libérer.

Pourtant, à mesure qu'elle avance dans la vie, les promesses du monde s'effritent.

L'amour, l'amitié, la famille : tout ce qu'elle croyait solide se fissure sous le poids des jalousies, des trahisons et des attentes.

La fragilité comme voie de résilience

Contrainte de tout reconstruire, Alia découvre une vérité universelle : la force ne vient pas de ce qu'on possède, mais de ce qu'on parvient à rebâtir après la chute. Benchakroun explore ici le thème de la renaissance intérieure avec une écriture concise et émotionnelle, tissée de silences et de significations, héritée de sa passion pour la nouvelle et la littérature introspective.

Une écriture entre deux rives

Né au Maroc et vivant à Galway, Hamza Benchakroun incarne une génération d'auteurs aux identités plurielles.

« J'ai toujours porté des histoires en moi, façonnées par mon héritage et mes expériences », confie-t-il. Son style est empreint d'émotion contenue, d'une économie de mots qui laisse la place à la profondeur des émotions et à la poésie des instants ordinaires.

Une fable moderne sur la beauté et la reconstruction

Une Rose à Marrakech n'est pas seulement le récit d'une jeune femme, mais celui d'une génération confrontée au décalage entre ses rêves et la dureté du réel. C'est une méditation sur la perte, le regard des autres et la quête de sens dans un monde où tout semble s'effondrer.

À travers Alia, Benchakroun offre un miroir à toutes celles et ceux qui ont dû redéfinir qui ils sont après avoir tout perdu.





literature, what's new ?

Poème du mois

☒ Allô, Alger : Compassion d'un vainqueur U20

Nos rires vous blessent, nos chants vous effleurent...
Sous la gloire, un peu de douleur demeure.
Frères du vent, que la rancune oublie,
La victoire n'a de sens que partagée, aussi.

*Pour ceux qui aiment encore lire :
poème de Adnane Benchakroun*

Sous les feux de nos chants,
j'entends vos cœurs en peine,
L'écho d'une fierté blessée sous
tant de chaînes.
Ô voisins de l'Est, fiers comme
nos montagnes,
Le vent du foot a cru séparer nos
campagnes.

Nous rions, mais nos rires cachent
un goût d'amertume,
Car même la victoire a ses
parfums de brume.
Vos yeux ont vacillé, vos voix se
sont tues,
Mais dans nos cœurs brûlants,
nulle rancune n'a plu.
Le ballon roule, mais pas le sang-
froid, hélas,
Quand la joie des uns déclenche
l'alerte en face.
On marque des buts, ils comptent
leurs pulsations,

Le foot devient affaire de
pression.

Vos jeunes ont du talent, vos rêves
de lumière,
Et le foot n'est qu'un jeu pour
tromper la poussière.
Nous sommes deux miroirs d'un
même horizon,
Deux peuples cousins qu'un
match met en prison.

Je suis malheureux, oui, de vous
voir en colère,
Quand nos deux nations devraient
boire au même verre.
Alors, frères d'Algérie, apaisez
votre cœur,
Car nul trophée ne vaut une paix
sans rancœur.

Ce poème est une élégie ironique
et fraternelle écrite à la suite de la
victoire du Maroc en Coupe du
Monde U20.
Sous des airs d'humour tendre,

le narrateur s'adresse à ses
voisins algériens, ébranlés par la
défaite.

Derrière la satire, il exprime une
compassion sincère : celle d'un
vainqueur lucide, conscient que la
gloire sportive peut blesser les
fiertés voisines.
Les vers alternent entre empathie,
moquerie légère et appel à la
réconciliation.

Le poète célèbre le jeu, non
comme champ de bataille, mais
comme miroir de nos émotions
partagées. Il rappelle que la
victoire est éphémère, la fraternité
durable, et qu'aucun trophée ne
vaut la paix des cœurs.
Avec ironie bienveillante,
"Compassion d'un vainqueur" se
lit comme une prière du fair-play
maghrébin : un sourire tendu à
ceux qui souffrent d'avoir trop
aimé le même ballon.





Spécial election 2026 : la participation / la confiance / CMC - Centre Marocain pour la Citoyenneté

Édito : La confiance perdue, entre chiffres et réalités

Un chiffre a fait l'effet d'un séisme : 94,8 % des Marocains interrogés dans le sondage du Centre Marocain pour la Citoyenneté (CMC) déclarent ne pas faire confiance aux partis politiques. Difficile de ne pas y voir le signe d'un divorce consommé entre citoyens et institutions partisans.

Pourtant, avant d'en tirer des conclusions définitives, il faut rappeler que tout sondage est une photographie partielle, cadrée par des choix méthodologiques, et qu'il comporte des biais qui méritent d'être exposés avec honnêteté.

La brutalité des chiffres

Les résultats sont d'une sévérité implacable. Qu'il s'agisse du Parlement (près de 90 % d'opinions négatives), du gouvernement (87,3 %), des syndicats (84,7 %) ou des collectivités locales (78,2 %), aucune institution n'échappe au rejet. Les partis, censés incarner la médiation démocratique, sont en tête de ce désamour. La confiance, socle de toute vie publique, semble s'être effondrée.

Ces chiffres traduisent une colère, une frustration et une lassitude face à des pratiques politiques jugées clientélistes, opaques et peu crédibles. Ils résonnent comme un avertissement : la démocratie marocaine risque d'être vidée de sa substance si les acteurs ne se ressaisissent pas.

Les biais de l'échantillon

Mais arrêtons-nous un instant sur la méthodologie.

L'étude a été réalisée en ligne, auprès de 1.197 personnes. Déjà, ce mode de collecte exclut une partie importante de la population : les ruraux peu connectés, les personnes âgées ou les citoyens éloignés des technologies.

L'échantillon lui-même est déséquilibré : 91,6 % des répondants sont des hommes, contre seulement 8,4 % de femmes. Autre biais : les diplômés de l'enseignement supérieur sont surreprésentés (63,4 %), alors que les personnes faiblement scolarisées, pourtant nombreuses dans le pays, ne représentent que 0,4 %.

Ajoutons que la tranche des 30-49 ans domine largement, au détriment des plus jeunes (seulement 10,5 % de moins de 29 ans). Géographiquement, Rabat-Salé-Kénitra, Casablanca-Settat et Tanger-Tétouan-Al Hoceïma concentrent la majorité des répondants, tandis que le Sud et certaines régions rurales sont presque absents.

En clair, ce sondage reflète surtout l'opinion d'hommes urbains, diplômés, actifs, et non l'ensemble de la société marocaine.

La prudence dans l'interprétation

Ces biais n'invalident pas les résultats, mais ils obligent à la prudence. Dire que "95 % des Marocains ne font pas confiance aux partis" est une formule choc, mais inexacte. On devrait dire : "95 % des répondants à ce sondage, majoritairement urbains et diplômés, expriment une défiance envers les partis".

La nuance est essentielle.

Car dans les campagnes, dans les milieux populaires, les logiques électorales peuvent être différentes. Le rapport lui-même le montre : l'appartenance tribale, les liens familiaux et les solidarités locales jouent un rôle déterminant dans le vote. Ces dynamiques sont moins visibles dans un sondage en ligne, mais elles existent bel et bien.

Une photographie utile malgré tout

Faut-il pour autant balayer ce sondage d'un revers de main ? Non. Car même avec ses limites, il dit quelque chose de profond : la défiance est massive, durable, et elle concerne toutes les couches de la société, même les plus éduquées.

Et c'est peut-être là le signe le plus inquiétant. Car si ceux qui ont le plus de capital éducatif, de conscience civique et d'accès à l'information tournent le dos aux partis, qui portera demain l'exigence démocratique ?

Les partis face à un miroir

Les résultats doivent être lus comme un miroir tendu aux formations politiques.



Derrière les chiffres, on retrouve des critiques constantes : promesses non tenues, absence de communication avec les citoyens, sélection des candidats sur des critères financiers plus que sur la compétence, absence de renouvellement des élites. Ce sont là des reproches récurrents depuis des années, que les partis n'ont jamais su traiter en profondeur.

L'effet boomerang est aujourd'hui visible : ils paient leur incapacité à se réformer par un effondrement de leur crédibilité.

Un problème marocain... et mondial

Le Maroc n'est pas seul. Partout dans le monde, les partis traditionnels connaissent une crise. En France, moins de 2 % des électeurs sont adhérents. En Tunisie, l'échec de la classe politique post révolutionnaire a ouvert la voie à une présidentialisation autoritaire. Aux États-Unis, la

polarisation a transformé les partis en machines de guerre idéologique.

Ce qui distingue le Maroc, c'est l'intensité du rejet : ailleurs, 20 à 30 % des citoyens croient encore dans leurs partis. Ici, ce chiffre tombe à 5 %. C'est ce degré extrême de défiance qui interpelle.

Un dossier, pas un verdict

Ce numéro spécial d'IMAG n'a pas vocation à asséner un verdict définitif sur la démocratie marocaine. Il propose plutôt un dossier : onze articles qui explorent les différents aspects de cette crise de confiance. L'objectif n'est pas de condamner, mais de comprendre.

Comprendre pourquoi les électeurs votent mais refusent d'adhérer. Pourquoi l'argent supplante les idées. Pourquoi les jeunes et les femmes restent exclus. Pourquoi les institutions dans leur ensemble perdent leur crédibilité.

La démocratie comme chantier permanent

La démocratie n'est jamais un acquis !

C'est un chantier permanent, fragile, qui demande un entretien constant.

Le sondage du CMC, avec toutes ses limites, rappelle cette fragilité.

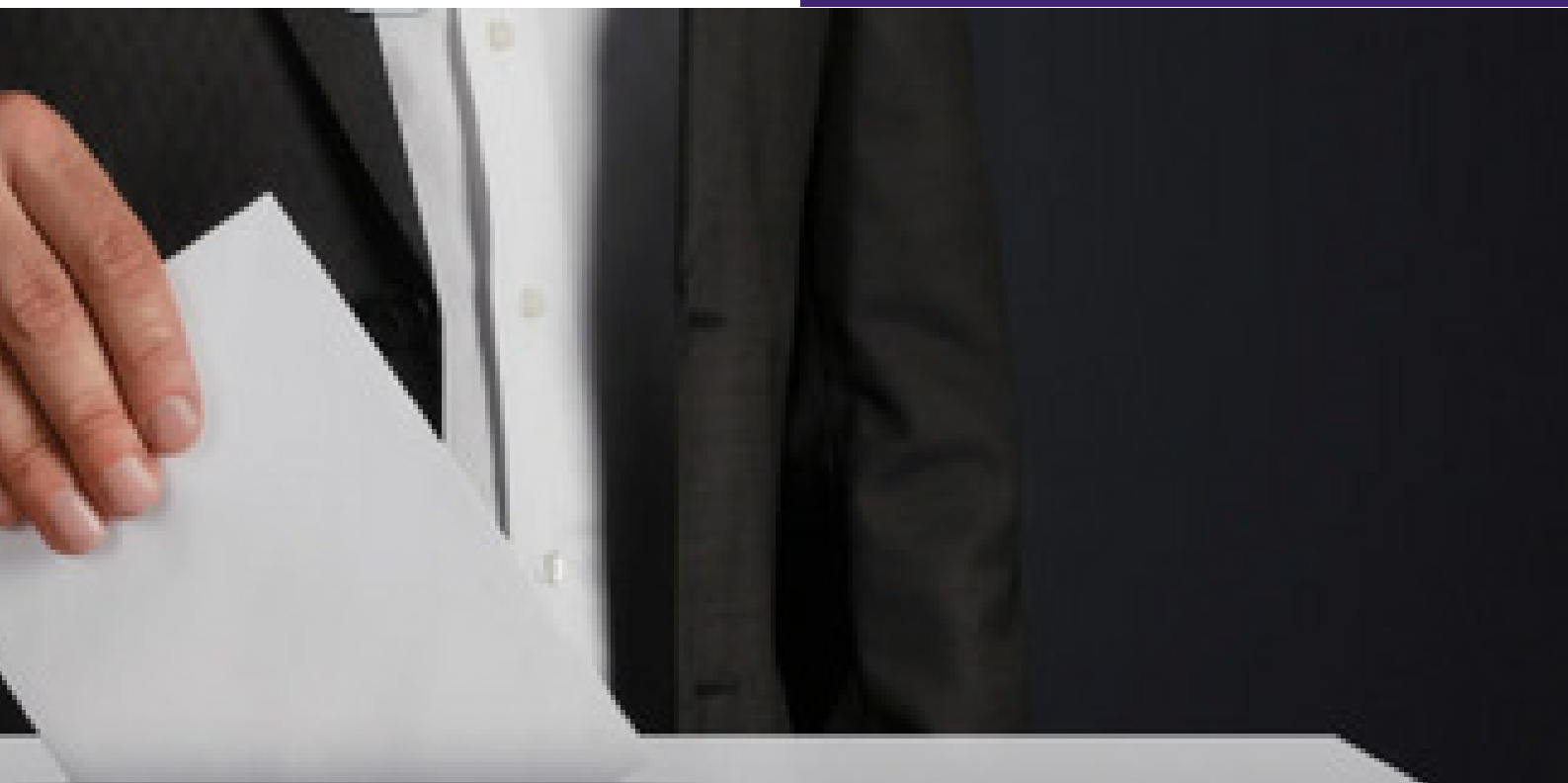
Il sonne comme une alerte : la confiance est le carburant de la vie publique, et elle est aujourd'hui presque épuisée.

Aux partis de réagir.

Aux institutions de s'ouvrir.

Aux citoyens de continuer à exiger des comptes.

Car une démocratie sans confiance est une démocratie à crédit, et un crédit, tôt ou tard, doit être remboursé.





Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

Le divorce consommé entre citoyens et partis : quand 95 % des Marocains disent “non” à la confiance

Rarement un chiffre aura résumé avec autant de brutalité la relation entre les Marocains et leurs partis politiques : 94,8 % des sondés déclarent ne pas leur faire confiance. Une statistique glaçante, révélée par le dernier rapport du Centre Marocain pour la Citoyenneté (CMC), qui illustre un divorce consommé entre citoyens et institutions partisanes. Que signifie ce rejet massif ? Et surtout, quelles conséquences pour l'avenir démocratique du pays ?

Une crise de confiance devenue structurelle

Le sondage mené durant l'été 2025 auprès de 1.197 répondants ne laisse guère de place au doute. Moins de 6 % des citoyens accordent encore une once de confiance aux partis politiques. Pire, 96,7 % estiment que ce niveau de confiance a reculé ces dernières années, signe que la tendance n'est pas conjoncturelle mais structurelle.

Depuis la Constitution de 2011, le Maroc a pourtant engagé des réformes destinées à renforcer la représentativité et la transparence. Mais la promesse d'un renouveau démocratique s'est progressivement dissoute dans les lenteurs organisationnelles, les luttes internes et le sentiment persistant que les partis servent davantage leurs élites que la population.

Quand voter ne suffit plus

Un paradoxe frappe à la lecture des chiffres : 70,6 % des sondés affirment avoir déjà voté aux élections législatives ou locales, mais seuls 8,8 % sont membres d'un parti. Autrement dit, la majorité participe au rituel électoral mais refuse d'investir dans la vie politique au quotidien. Le vote est perçu comme un acte civique minimal, ou parfois comme une obligation sociale. Mais l'adhésion durable, la militance, la confiance dans un projet collectif – autant de dynamiques qui nourrissent la démocratie représentative – semblent avoir disparu. Ce “civisme minimaliste” nourrit une démocratie fragile, où l'acte électoral ne débouche pas sur une relation de long terme entre citoyens et élus.

L'image délétère des partis

Les causes de cette désaffection sont multiples, mais toutes convergent vers un constat sévère : les partis souffrent d'un déficit d'exemplarité. 97,9 % des Marocains jugent qu'ils ne respectent pas les principes démocratiques internes. 98,2 % estiment qu'ils ne communiquent pas avec les citoyens. 95,7 % pensent que la sélection des femmes candidates ne repose pas sur la compétence. 98,2 % affirment que les choix des candidats en général ne se font pas selon le mérite. En d'autres termes, l'opinion publique perçoit les partis comme fermés, opaques et clientélistes, plus soucieux de préserver leurs hiérarchies que de renouveler leurs élites.

Quand l'argent remplace les idées

Un autre chiffre illustre ce basculement : 64,3 % des sondés considèrent que l'argent est la clé de l'ascension au sein des partis. La compétence n'arrive qu'en cinquième position (25,9 %). La même logique se retrouve dans les motivations de vote : 77,7 % affirment que l'argent joue un rôle déterminant, devant l'appartenance tribale ou géographique (55,4 %). Autrement dit, la politique marocaine est perçue comme monétisée, où l'argent supplante les idées, les programmes et même les identités partisanes.

Ce constat explique en partie pourquoi les jeunes diplômés et les femmes, pourtant plus présents dans la société civile, se tiennent à distance des partis : ils y voient une machine verrouillée où leur compétence ne pèserait pas face aux ressources financières.

La défiance comme horizon partagé

La défiance ne s'arrête pas aux partis : près de 90 % des Marocains jugent aussi négativement le Parlement et le gouvernement, et plus de 80 % critiquent les syndicats. Même les collectivités locales, censées être les institutions de proximité, n'échappent pas à ce rejet. Ce paysage traduit une crise systémique : ce ne sont pas seulement les partis qui sont discrédités, mais l'ensemble de la médiation politique et sociale. Le risque est grand que les citoyens se tournent vers des alternatives non institutionnelles – protestations de rue, mouvements en ligne, abstention massive – pour exprimer leurs frustrations.

Un phénomène mondial, mais accentué au Maroc. Le Maroc n'est pas une exception : en Europe, la confiance dans les partis politiques dépasse rarement 20 %. En Tunisie, la désaffection post-révolutionnaire a ouvert la voie à la concentration du pouvoir présidentiel. Aux États-Unis, la polarisation a fait des partis des “machines à diviser” plus que des canaux de débat. Mais le Maroc présente une particularité : la quasi-unanimité de la défiance. Quand ailleurs 20 ou 30 % des citoyens croient encore à leurs partis, au Maroc, ce chiffre tombe à 5 %.

C'est cette intensité du rejet qui interpelle : elle place le pays face à un défi démocratique d'une ampleur inédite.

BEST OF

DE NOS ÉMISSIONS WEB TV



L'ODJ MEDIA

@lodjmaroc





Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

Des urnes aux urnes : pourquoi 70 % votent mais 91 % refusent d'adhérer à un parti ?

Le Maroc n'est pas un pays d'abstention totale. Sept citoyens sur dix déclarent avoir déjà voté aux élections législatives ou communales. Pourtant, plus de neuf sur dix refusent toute affiliation partisane. Un paradoxe frappant, qui révèle une démocratie de façade où le bulletin de vote ne rime pas avec engagement durable.

Le rituel électoral sans conviction

Selon le sondage du CMC, 70,6 % des Marocains affirment avoir déjà voté, mais 91,2 % ne sont membres d'aucun parti. Cette dissociation traduit un phénomène : la participation électorale est tolérée, presque routinière, mais l'adhésion partisane est devenue un tabou. Le vote apparaît comme un geste ponctuel, souvent influencé par la famille, la tribu ou l'environnement local. Mais il ne se prolonge pas dans une volonté de s'investir. La politique est vue comme une scène lointaine, réservée aux professionnels.

Héritage d'une culture de méfiance

Historiquement, les partis marocains ont joué un rôle de contre-pouvoir avant de s'intégrer dans la logique institutionnelle. Mais leur image s'est progressivement dégradée : luttes de clans, clientélisme, affaires de corruption. Résultat : 28,4 % des non-membres affirment avoir déjà adhéré puis quitté un parti. La rupture n'est donc pas seulement un refus initial, mais souvent une expérience négative. Dans un contexte où l'adhésion signifie s'aligner derrière une élite fermée, beaucoup préfèrent rester simples électeurs, sans loyauté partisane.

L'électeur consommateur

Le sondage montre aussi que seulement 23,8 % des non-membres envisagent d'adhérer à un parti à l'avenir. Cela confirme l'émergence d'un profil d'électeur "consommateur" : on vote quand cela sert, mais on n'investit pas dans la construction d'un projet collectif. Ce phénomène n'est pas unique au Maroc.

En France, moins de 2 % des électeurs sont encartés. En Espagne, l'adhésion est tout aussi faible. Mais la différence est que dans ces pays, les partis gardent une base militante suffisante pour organiser campagnes et débats. Au Maroc, l'effondrement de l'adhésion vide les partis de toute vitalité.

L'ombre du clientélisme

Pourquoi voter si l'on n'y croit pas ? Le rapport donne une partie de la réponse : 77,7 % estiment que l'argent influence le vote et 37,8 % citent les pressions familiales ou sociales. L'acte électoral devient alors un échange pragmatique – parfois monétaire, parfois symbolique – plutôt qu'un choix politique. Dans ce cadre, l'adhésion n'a aucun sens :

pourquoi se lier durablement à une organisation, si l'on considère l'élection comme une transaction éphémère ?

Un paradoxe dangereux

Ce fossé entre vote et adhésion nourrit un paradoxe : la démocratie marocaine fonctionne statistiquement (des millions d'électeurs déposent un bulletin), mais sans engagement civique de fond. La conséquence est lourde : un système politique sans base militante solide est fragile, car il repose uniquement sur les institutions et non sur la société. Quand la défiance s'accroît, la tentation de la rue ou du repli apolitique grandit.

Le Maroc vit une démocratie "rituelle" : les élections se tiennent, les bulletins s'empilent, mais la substance de la vie partisane s'évapore.



LODj

WWW.PRESSPLUS.MA

VOTRE MAGAZINE MENSUEL, MAROCAIN ET FRANCOPHONE



**LA MAGAZINE MENSUEL DE L'ODJ MÉDIA HYPER CONNECTÉ À
FEUILLETER EN LIGNE OU À TÉLÉCHARGER EN VERSION PDF !**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

**QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS**



Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

L'argent, nouveau sésame du pouvoir : le prix de l'ascension politique au Maroc

Au Maroc, la politique coûte cher. Non seulement pour faire campagne, mais surtout pour gravir les échelons. Selon le sondage, 64,3 % des citoyens considèrent que l'argent est la clé de la promotion interne dans les partis.

Un constat implacable : l'idéologie cède la place au portefeuille.

L'ascenseur social monétisé

Dans une démocratie saine, l'ascension politique devrait se baser sur les idées, le militantisme, la compétence.

Au Maroc, c'est l'inverse : l'argent, les relations personnelles (60,8 %) et le népotisme dominant, tandis que la compétence n'est citée que par 25,9 % des sondés.

Ce renversement crée une frustration immense chez les jeunes diplômés et les militants sincères. Ils constatent que sans ressources financières, il est quasi impossible de prétendre à une position de responsabilité.

Le vote comme marché

Cette logique se réplique au moment des élections : 77,7 % des citoyens affirment que l'argent influence le vote, parfois directement via l'achat de voix, parfois indirectement via les dépenses massives en communication.

L'argent devient l'élément structurant du jeu politique.

Le programme, l'idéologie, l'intégrité passent après.

Les partis eux-mêmes, dépendants des financements internes et externes, encouragent cette logique en fermant les yeux sur certaines pratiques.

Un cercle vicieux

Ce poids de l'argent entretient un cercle vicieux : plus un individu a de ressources, plus il grimpe ; plus il grimpe, plus il a accès à de nouveaux leviers financiers (marchés, clientélisme, proximité avec l'État).

Les partis deviennent ainsi des "machines à reproduire les inégalités", renforçant l'idée qu'ils servent une élite fermée.

Ce mécanisme tue la méritocratie politique et nourrit la défiance : pourquoi croire à un système où l'argent prévaut sur le talent ?

Comparaisons régionales

Le Maroc n'est pas seul.

En Tunisie, plusieurs campagnes électorales récentes ont été marquées par des scandales de financement opaque. En Afrique de l'Ouest, l'achat de voix est souvent dénoncé comme pratique courante. Mais la particularité marocaine tient à l'intensité du phénomène : l'argent est cité comme premier facteur d'ascension et de vote, loin devant tous les autres.



La réforme du financement politique n'est plus une option, c'est une urgence démocratique.

L'argent est devenu le véritable parti politique du Maroc. Il structure les carrières, oriente les choix des électeurs et verrouille les élites.

Tant que cette logique perdurera, la démocratie représentative restera prisonnière d'un système où la richesse détermine la légitimité.



L'argent oriente les choix des électeurs et verrouille les élites

LODj

STATS DU DERNIER TRIMESTRE

(Personnes touchées) - Période Juillet / Aout / Septembre 2025



YouTube

1 199 389 abonnés

1 M



facebook

407 428 abonnés

20,4 M



Instagram

138 825 abonnés

10,6 M



TikTok

168 000 abonnés

1,5 M



Linked in

838 abonnés

12 701



x.com

454 abonnés

4 859



Dossier Spécial :

Spécial election 2026 : la participation / la confiance

Parlement, gouvernement, syndicats : pourquoi toutes les institutions sombrent dans la défiance ?

Le désamour ne se limite pas aux partis. Le sondage révèle que près de 90 % des citoyens expriment un jugement négatif sur le Parlement, le gouvernement et les syndicats. Une défiance généralisée, qui fragilise l'ensemble du système institutionnel marocain.

Le Parlement, symbole d'impuissance

89,5 % des sondés critiquent son action, contre seulement 1,1 % qui en sont satisfaits. L'institution censée représenter la volonté populaire est perçue comme faible, inefficace, souvent déconnectée des réalités.

Cette perception nourrit l'idée que les députés "parlent beaucoup mais agissent peu".

Le gouvernement sous pression

Le gouvernement n'échappe pas à la sanction : 87,3 % d'opinions négatives, 1,1 % positives. Il est perçu comme une structure lente, peu transparente, plus soucieuse de communication que de résultats tangibles. La crise sociale, le chômage, le coût de la vie alimentent cette défiance.

Les syndicats en perte de rôle

Autre constat alarmant : 84,7 % des citoyens jugent les syndicats négativement. Autrefois piliers de la contestation sociale, ils apparaissent aujourd'hui comme affaiblis, divisés, parfois cooptés. Les travailleurs se sentent orphelins de représentation.

Collectivités et médias : pas mieux

Même les institutions de proximité – communes et régions – ne suscitent que 0,7 % d'avis positifs. Quant aux médias, censés jouer un rôle de contre-pouvoir, 73 % de critiques leur sont adressées, accusés de manque d'indépendance et de sensationnalisme. Seules les associations échappent partiellement au naufrage, avec 50,4 % d'opinions négatives mais près de 5 % de positives, preuve qu'elles gardent une certaine crédibilité.

Vers un vide institutionnel ?

Quand toutes les institutions perdent leur crédibilité simultanément, le risque est grand de voir émerger des alternatives extra-institutionnelles : mouvements sociaux spontanés, contestations numériques, ou même formes d'autoritarisme "efficace" séduisant des citoyens lassés des blocages.

La défiance est devenue la norme, la confiance l'exception. C'est un signal d'alarme pour le Maroc : aucune démocratie ne peut survivre sans institutions reconnues. Restaurer cette confiance demandera des réformes profondes, mais surtout une volonté d'incarner réellement l'intérêt général.





Le sondage du CMC révèle une marginalisation persistante, qui interroge la crédibilité des discours réformistes.

Les femmes et les jeunes, grandes absentes de la scène partisane

Au moment où le Maroc mise officiellement sur sa jeunesse et sur l'égalité des sexes, la réalité partisane montre une autre image : les jeunes et les femmes restent largement exclus de la vie politique organisée.

Une base militante vieillissante et masculine

La composition de l'échantillon révèle déjà un déséquilibre : 91,6 % des répondants étaient des hommes. Quant à l'âge, les moins de 29 ans ne représentent que 10,5 %, alors que les 30-49 ans dominent. Cela signifie que les jeunes, pourtant majorité démographique au Maroc, sont quasi absents du champ partisan.

La politique se fait donc entre adultes mûrs, souvent déjà insérés dans des réseaux professionnels ou institutionnels. Les jeunes, eux, expriment leur engagement autrement : dans l'associatif, le numérique ou la rue.

Les femmes candidates : symbole plus que compétence

L'image est tout aussi sombre pour les femmes. 95,7 % des Marocains estiment que les partis ne sélectionnent pas leurs candidates selon la compétence. En clair, les femmes servent de "quota" ou de façade de modernité, sans réelle reconnaissance de leur potentiel. Ce constat nourrit la frustration des militantes qui voient dans chaque investiture une lutte acharnée

contre des résistances internes, où le mérite compte peu face aux calculs électoraux.

Une jeunesse qui déserte les urnes militantes

Les jeunes ne refusent pas l'engagement par principe. Beaucoup sont actifs dans le tissu associatif, les collectifs citoyens, ou sur les réseaux sociaux. Mais ils perçoivent les partis comme des machines figées, où l'argent (64,3 %) et les réseaux (60,8 %) comptent plus que les idées.

Résultat : la jeunesse se détourne de la voie institutionnelle et développe un activisme parallèle, plus souple, plus direct, mais qui reste fragile faute de relais institutionnels.

Une question de crédibilité nationale

Comment parler de modernisation politique quand la moitié de la population (les femmes) et la majorité démographique (les jeunes) sont exclus du pouvoir partisan ? Cette contradiction fragilise le récit officiel d'un Maroc "ouvert et réformiste".

Elle alimente aussi la défiance : pourquoi croire à des partis qui parlent de futur mais fonctionnent avec les logiques du passé ?



Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

Promesses électorales, corruption, clientélisme : la triple peine des partis marocains

Les Marocains ne croient plus aux discours politiques.

Pour cause : 59,6 % dénoncent les promesses électorales non tenues, 64,7 % pointent la corruption, et 60,7 % accusent les partis d'utiliser l'argent public à des fins privées. Une triple peine qui mine toute crédibilité.

Les promesses oubliées

Chaque campagne électorale charrie ses slogans : emploi, santé, éducation, dignité.

Mais une fois élus, les responsables changent de discours. 43 % des sondés reprochent explicitement aux élus de "changer de langage une fois arrivés au pouvoir".

Cette trahison répétée explique le scepticisme quasi automatique des électeurs.

Au Maroc, la promesse électorale n'est plus une projection d'avenir, mais une parole perçue comme mensongère.

Corruption et clientélisme : le cancer du système

La perception de la corruption est massive : 64,7 % évoquent le "corruption et conflit d'intérêts" comme facteur clé de défiance. Ajoutons à cela 60,7 % qui dénoncent l'utilisation des moyens publics à des fins privées.

Les partis apparaissent ainsi comme des "machines à privilèges", où l'entrée en politique sert d'abord à sécuriser des avantages personnels. La frontière entre intérêt public et intérêt privé est brouillée.

L'omniprésence du clientélisme

Le clientélisme électoral, souvent basé sur l'argent ou l'appartenance tribale, est un autre facteur délégitimant. Les citoyens

savent que les candidatures s'achètent, que les votes se négocient. L'urne devient alors un marché, non un lieu de débat d'idées.

Cela explique pourquoi 77,7 % des sondés estiment que l'argent influence directement le vote.

Une démocratie où l'argent décide est une démocratie pervertie.

Le coût de la défiance

Cette triple peine – promesses non tenues, corruption, clientélisme – alimente une spirale de désengagement.

Les citoyens se sentent dupés, se réfugient dans l'abstention ou le vote cynique.

Les jeunes s'éloignent, les compétences s'exilent, et la politique devient le domaine exclusif des opportunistes.

Les partis marocains paient aujourd'hui le prix de décennies de compromissions.

Tant que la promesse électorale ne sera pas liée à une responsabilité juridique ou morale, tant que la corruption ne sera pas réellement sanctionnée, tant que le clientélisme restera toléré, la défiance continuera à ronger les fondations de la vie démocratique.

LODJ

الذكرى

50

للمسيرة
الخضراء



@lodjmaroc



الودديجي الستديو

LODJ

Ahmed Chawki
dans les 5V de
L'ODJ Média



LODJ

ANada Haddaoui
dans les 5V de L'ODJ
Média



LODJ



LODJ

Rachid Essedik : Président du
Centre Marocain pour la
Citoyenneté -- SG de l'Association
Marocaine de l'Évaluation --
Membre du CA de l'Association
Africaine de l'Évaluation dans les 5V
de L'ODJ Média

لو ديجي للسنديق

LODJ

Fatima Zahraa Al
Mahdoun dans les
5V de L'ODJ Média



LODJ

Aissam Bartal
dans les 5V
de L'ODJ Média





Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

Réformer pour survivre : les dix leviers pour restaurer la confiance dans les partis

Face au rejet massif, une question s'impose : peut-on encore sauver les partis marocains ?

Le sondage du CMC esquisse une réponse : oui, mais à condition de mettre en œuvre des réformes radicales. Dix leviers ressortent pour restaurer la confiance.

Le levier de la reddition des comptes

89,7 % des citoyens considèrent que la priorité est de lier la responsabilité à la reddition des comptes.

Cela signifie qu'un élu ou un responsable de parti doit être sanctionné en cas de manquement. Cette exigence traduit la soif de justice et d'équité.

Mettre fin à l'argent sale

Deuxième exigence : 57,2 % veulent mettre fin à l'achat de voix et à l'usage de l'argent pour influencer les élections. Sans ce verrou, aucune réforme ne sera crédible.

Limiter les mandats et renouveler les élites

39,5 % des citoyens souhaitent limiter les mandats des dirigeants internes à deux maximum.

Cela permettrait de briser l'hégémonie des barons politiques et d'ouvrir la voie à une nouvelle génération.

Transparence et inclusion

35,6 % exigent plus de transparence financière et

33,3 % veulent une ouverture vers les jeunes et les femmes.

La démocratie interne passe aussi par une gestion claire des ressources et une diversité réelle des profils.

Les autres leviers

51,1 % demandent un encadrement plus strict des candidatures.

48,1 % insistent sur le respect des programmes et promesses électorales.

38,3 % souhaitent lier les investitures au mérite et à l'intégrité.

En somme, un arsenal de mesures qui, si elles étaient mises en œuvre, transformeraient en profondeur le visage des partis marocains.

Réformes connues, mais jamais appliquées

Ces propositions ne sont pas nouvelles. Elles figurent depuis des années dans les discours officiels et les recommandations d'experts.

Ce qui manque, c'est la volonté politique et la mise en œuvre.

Les citoyens ne réclament pas des promesses supplémentaires, mais des actes concrets.

Une fois encore, la balle est dans le camp des partis.

Le sondage du CMC ne condamne pas les partis, il leur tend un miroir.

Ils peuvent choisir de l'ignorer, ou de s'y confronter.

S'ils ne se réforment pas, ils continueront leur lente agonie.

Mais s'ils s'attaquent réellement aux dix leviers identifiés, ils pourraient encore redevenir des acteurs crédibles de la vie publique marocaine.



Tapik &
Charlie

Les Rendez-vous de la Serre



1^{ère} édition : Éclosion



Une journée unique en famille au cœur du
végétal et de la créativité.

samedi
18
octobre

14h-20h

Rabat

l'adresse exacte vous sera
communiquée sur invitation

Événement exclusif sur invitation.

Je demande mon invitation



Pour petits et grands : atelier terrarium, atelier kokedama, atelier peinture sur poterie,
stand de soin pour vos plantes, stands artisans, buffet et rafraîchissement.



Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

De l'urne au WhatsApp : le vrai parti aujourd'hui, c'est le digital ? Accroche

Les Marocains délaissent les partis, mais pas le débat politique. Celui-ci s'est déplacé ailleurs : sur les réseaux sociaux. Facebook, WhatsApp, TikTok ou X sont devenus les véritables arènes de discussion. Une évolution qui interroge : le vrai parti aujourd'hui n'est-il pas numérique ?

Un sondage révélateur

Le rapport du CMC souligne que 98,2 % des citoyens estiment que les partis ne communiquent pas avec eux.

Dans ce vide, les réseaux sociaux se sont imposés comme le nouvel espace public.

Le numérique comme contre-pouvoir

Des campagnes citoyennes spontanées – contre la vie chère, pour la solidarité lors de catastrophes, ou pour dénoncer des scandales – naissent en ligne avant d'atteindre les institutions.

Ces mouvements, fluides et horizontaux, concurrencent directement les partis traditionnels.

Le "parti numérique" est plus agile, plus proche des citoyens, mais aussi plus imprévisible.

Les risques de l'immédiateté

Si le digital remplace les partis comme espace de débat, il ne les remplace pas comme canal institutionnel.

Les hashtags mobilisent, mais ils ne rédigent pas de lois. Cette limite crée une tension : une opinion publique puissante mais sans relais institutionnel.

Le danger est que la politique devienne purement réactive, gouvernée par les émotions virales plus que par des projets structurés.

Le vrai parti au Maroc n'est plus dans les sièges officiels mais sur les écrans.

C'est une opportunité pour redynamiser le débat, mais aussi une menace pour la construction démocratique.

Si les partis n'intègrent pas cette dimension numérique, ils resteront hors-jeu face à la société.





Quand la politique devient spectacle : voter par appartenance tribale, religieuse ou familiale

Au Maroc, voter n'est pas toujours un choix idéologique. Le sondage du CMC montre que 55,4 % des électeurs choisissent selon leur appartenance tribale ou géographique, 37,8 % suivent les consignes de la famille, et 16,6 % sont guidés par la religion.

Le poids des appartenances

Ces chiffres révèlent la persistance des logiques traditionnelles dans le comportement électoral. Là où les programmes ou les idées devraient primer, ce sont les liens sociaux et communautaires qui guident le vote. Ainsi, l'élection se transforme en "plébiscite tribal" ou en prolongement des solidarités familiales.

La religion comme facteur secondaire

Contrairement à certaines craintes, la religion n'est pas le facteur dominant : seulement 16,6 % des sondés la citent.

Mais son poids reste significatif, notamment dans les régions où les partis à référence islamique conservent une base d'électeurs fidèles.

La religion s'ajoute aux autres logiques identitaires, renforçant l'idée que le vote est avant tout un marqueur d'appartenance.

Le programme, parent pauvre

À l'inverse, seuls 8,6 % votent en fonction du programme électoral.

Ce chiffre montre que les partis échouent à convaincre par des propositions concrètes. L'électeur se tourne donc vers d'autres critères : proximité, loyauté, identité.

La politique devient un spectacle social où l'élection se joue davantage sur les réseaux d'appartenance que sur les idées.

Tant que l'identité primera sur le projet, le Maroc connaîtra une démocratie de façade.

Les partis devront proposer des programmes crédibles et concrets.



Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

La démocratie à crédit : le Maroc peut-il encore sauver ses partis ?

La crise est profonde. 94,8 % des Marocains ne font pas confiance aux partis. Toutes les institutions sont discréditées. L'argent, le clientélisme et les identités locales dominent le jeu politique.

Le Maroc vit une démocratie à crédit : les formes existent, mais le contenu s'effrite. Peut-on

L'influence comme levier social

Certaines figures ont utilisé leur notoriété pour initier de vrais mouvements. Amina, par exemple, a mobilisé des milliers de jeunes autour de la protection de l'environnement, donnant un écho inédit à cette cause. Ce type d'engagement prouve que l'influence peut dépasser la consommation pour devenir vecteur de changement.

Une crise systémique

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : défiance envers les partis, le Parlement, le gouvernement, les syndicats, les collectivités locales. Aucune institution n'échappe à la sanction. Le Maroc traverse une crise de légitimité généralisée, où la démocratie formelle se heurte au rejet social.

Des partis déconnectés

Les partis sont perçus comme fermés, opaques, incapables de se renouveler. 85,8 % des citoyens pensent qu'ils ne savent pas régénérer les élites. Ils sont vus comme des clubs fermés, tournés vers leurs propres intérêts.

La fracture avec la société est telle que beaucoup préfèrent l'associatif, le digital ou le retrait silencieux.

Le risque du vide politique

Quand les partis s'effondrent, deux risques apparaissent :

Le populisme : des figures individuelles captent le mécontentement et imposent leur agenda personnel. L'autoritarisme : face au vide, la tentation d'un pouvoir fort se renforce.

Dans les deux cas, la démocratie perd sa substance.

Sauver ou remplacer ?

Faut-il sauver les partis actuels ou inventer de nouvelles formes de représentation ? Certains plaident pour une réforme interne : limiter les mandats, renforcer la transparence, ouvrir aux jeunes et aux femmes. D'autres estiment qu'il faut tourner la page et créer des mouvements nouveaux, plus connectés à la société.

La démocratie marocaine est à un tournant. Elle peut sombrer dans le vide institutionnel, ou se réinventer en donnant un nouveau souffle aux partis – ou à leurs successeurs.

Dans tous les cas, le statu quo n'est plus une option.



DEMOCRACY



Médias sous suspicion : 73 % des Marocains n'y croient plus

Le chiffre claque comme un verdict : 73 % des Marocains interrogés par le Centre Marocain pour la Citoyenneté (CMC) jugent que les médias n'inspirent pas confiance. Seuls 1,8 % se disent satisfaits de leur performance

En clair, la presse et l'audiovisuel marocains souffrent d'un discrédit massif.

Un paradoxe dans une société où l'information n'a jamais circulé aussi vite ni été aussi omniprésente. Pourquoi cette défiance ? Que dit-elle de la démocratie marocaine et de l'avenir du journalisme ?

Des attentes immenses, une crédibilité brisée

Historiquement, la presse marocaine a accompagné les grandes étapes de la vie politique. Dans les années 1990 et 2000, elle s'imposait comme un espace de débat, parfois virulent, où s'affrontaient visions et critiques. Mais au fil du temps, l'image s'est brouillée.

La multiplication des chaînes de télévision, des radios privées et des sites d'information en ligne aurait pu renforcer la diversité.

Au contraire, elle a parfois dilué la qualité. Les citoyens reprochent aux médias plusieurs travers :

- la proximité perçue avec le pouvoir politique, qui limite la liberté de ton,
- le manque de pluralisme éditorial, avec des contenus jugés trop uniformes,

- le sensationnalisme qui privilégie les faits divers et le buzz aux enquêtes de fond,
- la superficialité des débats télévisés, souvent accusés de tourner en rond.

Une défiance systémique et globale

La crise de confiance dans les médias ne se limite pas au Maroc. Dans le monde entier, le lien entre journalistes et publics s'est distendu. Selon un rapport du Reuters Institute (Oxford, 2023), seuls 40 % des citoyens dans 46 pays disent faire confiance aux médias. Aux États-Unis, ce chiffre tombe à 16 %. En France, il stagne autour de 24 %. Mais la situation marocaine est singulière : ici, moins de 2 % d'opinions positives. Autrement dit, le rejet n'est pas seulement majoritaire, il est quasi unanime. Ce qui pose un problème démocratique majeur : comment construire un débat public crédible sans médias respectés ?

Le numérique, miroir déformant de la défiance

Cette perte de crédibilité se double d'un basculement massif vers le numérique. Les Marocains consomment désormais l'information sur WhatsApp, Facebook, TikTok ou X, plutôt que dans les journaux.



Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

Médias sous suspicion : 73 % des Marocains n'y croient plus (la suite)

Le numérique séduit par son immédiateté : un événement est connu et commenté en temps réel. Mais cette rapidité a un coût : le manque de vérification. Les fake news, les montages vidéo trompeurs ou les campagnes de manipulation prolifèrent. Le citoyen marocain, méfiant vis-à-vis des médias classiques, se retrouve pris dans un flux d'informations sans hiérarchie, où le vrai et le faux se côtoient.

Les médias perdent ainsi sur les deux fronts : ils ne sont plus perçus comme crédibles, et ils sont concurrencés par des plateformes qui captent l'attention mais fragilisent le débat public.

Les médias marocains face à leurs responsabilités

Pour autant, la défiance n'est pas une fatalité. Les journalistes marocains disposent d'atouts pour reconquérir leur public. Mais cela suppose un effort considérable :

1. Assumer une indépendance réelle vis-à-vis du politique et des financements opaques.
2. Investir dans l'investigation : révéler, expliquer, enquêter, au lieu de commenter.
3. Redonner une voix aux régions et aux marges sociales : aujourd'hui, Rabat et Casablanca dominent l'agenda, tandis que les périphéries sont invisibles.
4. S'ancrer dans la proximité : un journalisme de terrain, au contact direct des citoyens, peut regagner du crédit là où les discours institutionnels échouent.

Ces chantiers demandent des moyens financiers, mais surtout une volonté éditoriale.

Le problème n'est pas seulement économique : il est aussi éthique.

Quand la confiance se joue sur un fil

Un média qui perd la confiance met des années à la reconquérir. Mais l'inverse est vrai aussi : une enquête rigoureuse, une révélation pertinente, une couverture juste peuvent changer l'image d'une rédaction. Les exemples existent. Certains médias numériques marocains, indépendants et critiques, ont su créer une communauté fidèle

en misant sur la transparence et la vérification.

À l'étranger, des initiatives comme Mediapart en France ou ProPublica aux États-Unis montrent qu'un modèle basé sur la qualité et l'indépendance peut survivre, même dans un contexte de défiance. Pourquoi pas au Maroc ?

Le risque démocratique

La crise des médias dépasse leur seule survie économique. Elle touche à la démocratie elle-même.

Sans médias crédibles, la critique institutionnelle s'affaiblit, la corruption prospère, les promesses électorales restent sans contrôle.

La défiance massive exprimée dans le sondage du CMC ne vise pas

seulement les rédactions : elle traduit un malaise civique plus large.

Si les médias n'inspirent pas confiance, qui joue le rôle de contre-pouvoir ? Les réseaux sociaux ? Les associations ? Les rumeurs de café ? Une société sans relais fiables de l'information est une société vulnérable à la manipulation.

Avec 73 % d'opinions négatives, les médias marocains n'ont plus le luxe d'attendre. La reconquête de la confiance est une urgence démocratique. Elle passera par l'indépendance, la transparence, le retour au terrain et l'investissement dans l'investigation. Les citoyens ne demandent pas aux médias de plaire, mais de dire vrai.





DEPARTS



LES FAITES EN QUEST

EN RÉPONSE !

”

De la victoire diplomatique à la cohésion nationale, le Souverain ouvre la "phase finale" du processus politique. Appel à Tindouf : le Maroc tend la main à ses enfants dans une posture de force apaisée.

”

UN DISCOURS QUI CHANGE L'HISTOIRE LA SOUVERAINETÉ MAROCAINE CONSACRÉE, L'HORIZON CLARIFIÉ

DE LA VICTOIRE DIPLOMATIQUE
À LA COHÉSION NATIONALE, LE
SOVERAIN OUVRE LA "PHASE
FINALE" DU PROCESSUS
POLITIQUE

APPEL À TINDOUF : LE MAROC
TEND LA MAIN À SES ENFANTS
DANS UNE POSTURE DE FORCE
APAISÉE

BILLET

Justice spatiale
et territoriale
par et avec le
sport.



Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

Le règne du digital : quand WhatsApp et Facebook remplacent les journaux

Dans le Maroc de 2025, l'information n'attend plus l'édition du soir ni le journal télévisé. Elle se propage en temps réel, compressée dans des vidéos TikTok, partagée en masse sur WhatsApp, débattue sur Facebook ou X. Les chiffres du CMC, qui révèlent que 73 % des citoyens jugent négativement les médias traditionnels, expliquent en partie cette migration. Le digital est devenu le nouvel espace public. Mais est-il une alternative crédible ou une fuite en avant vers la désinformation ?

L'effondrement de la confiance, le triomphe de l'instantanéité

La défiance envers la presse écrite, la radio et la télévision a ouvert une brèche dans laquelle les plateformes numériques se sont engouffrées. Les Marocains n'attendent plus le JT de 20 h ni le journal du matin : l'événement est connu, commenté et partagé quelques secondes après sa survenue. La valeur ajoutée des réseaux sociaux est claire : l'instantanéité. Quand un séisme frappe, qu'un accident survient ou qu'une annonce politique est faite, les vidéos amateurs et les messages viraux circulent avant même que les rédactions ne publient un premier article. L'information devient un flux permanent, horizontal, où chacun peut être producteur de contenu.

WhatsApp, le premier média du Maroc

S'il fallait nommer le véritable média national, ce serait sans doute WhatsApp. Groupes familiaux, cercles professionnels, réseaux de quartier : tout passe par là. Photos, messages vocaux, captures d'écran d'articles ou de posts, l'application fonctionne comme une agence de presse parallèle, mais sans filtre éditorial.

Ce mode d'information a ses avantages : proximité, rapidité, diversité des sources. Mais il a aussi ses dérives : rumeurs, montages, intox.

La frontière entre vérité et manipulation y est extrêmement poreuse.

Et pourtant, pour des millions de Marocains, c'est le canal le plus crédible, car perçu comme échappant au contrôle officiel.

Facebook, TikTok et X : l'agora virtuelle

À côté de WhatsApp, d'autres plateformes jouent un rôle central :

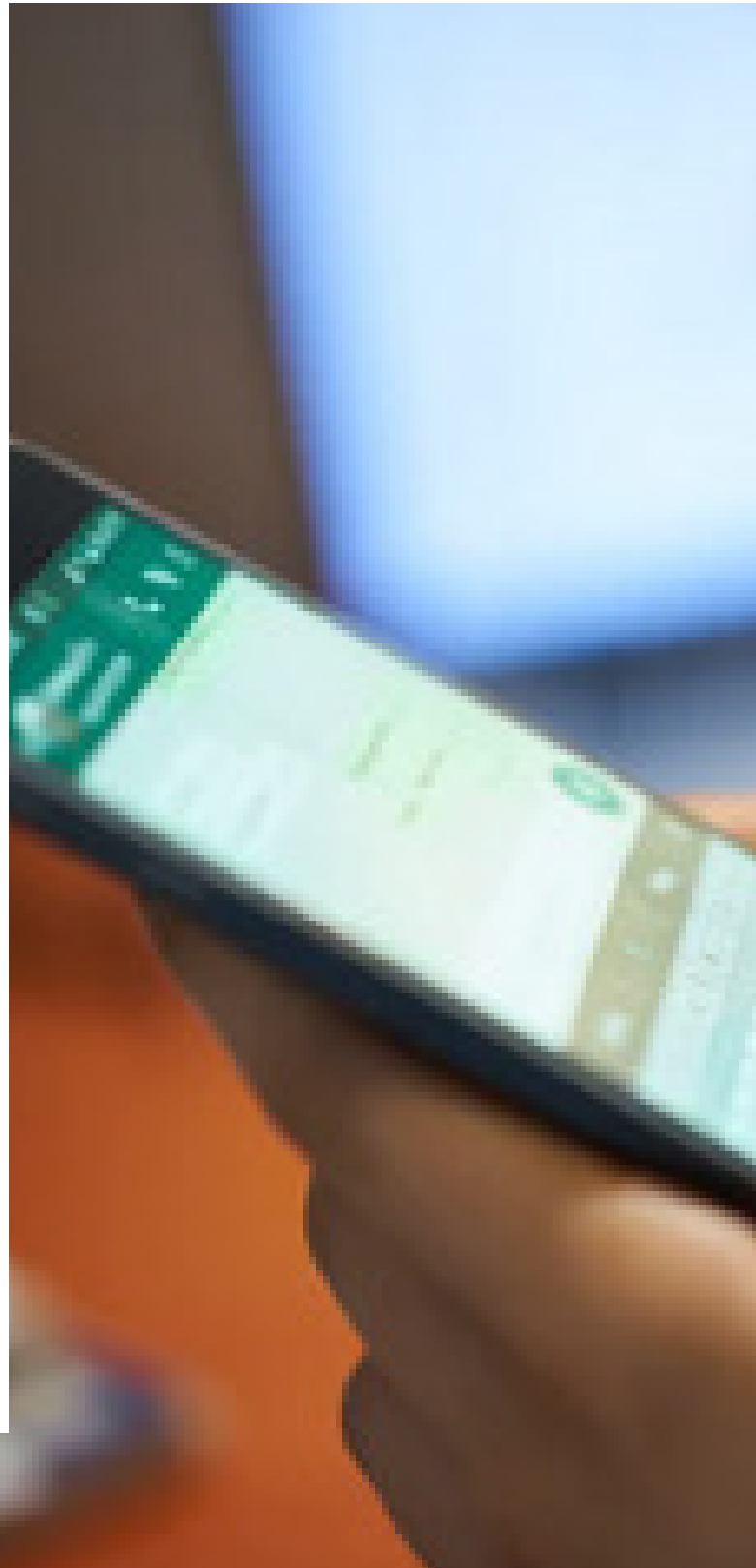
Facebook, qui reste un espace de discussion publique majeur, notamment pour les générations de plus de 30 ans.

TikTok, devenu incontournable auprès des jeunes, où l'information se consomme en vidéos rapides et virales.

X (ex-Twitter), où s'expriment surtout élites, journalistes et militants.

Chacune de ces plateformes construit une partie du récit national.

Mais ce récit est fragmenté, polarisé et souvent dominé par l'émotion plus que par l'analyse.



L'illusion de la liberté absolue

Si les réseaux séduisent, c'est aussi parce qu'ils donnent une impression de liberté. Pas de hiérarchie éditoriale, pas de censure apparente. Chacun peut publier et être entendu. Mais cette illusion est trompeuse :

Les algorithmes privilégient les contenus qui suscitent des réactions fortes, souvent polarisantes.

Les plateformes peuvent censurer ou amplifier un sujet sans transparence.

L'absence de vérification fragilise la fiabilité de l'information.

Là où les médias traditionnels sont accusés d'être sous influence politique, les réseaux sont en réalité sous influence algorithmique et commerciale.

Quand la désinformation devient virale

Les conséquences sont visibles : un simple montage vidéo peut être perçu comme un fait établi. Une rumeur peut mobiliser des foules avant même qu'elle ne soit démentie. Des campagnes coordonnées de désinformation peuvent orienter un débat national.

Au Maroc, plusieurs cas récents l'ont montré : de fausses alertes sécuritaires, des annonces économiques détournées ou des rumeurs politiques montées en épingle sur Facebook ont eu plus d'impact que les démentis officiels. La défiance envers les médias classiques rend ces fake news encore plus crédibles : "Si les journaux disent le contraire, c'est qu'ils cachent quelque chose", pensent certains.

Face à ce raz-de-marée numérique, les médias classiques semblent impuissants. Leur rythme de production, leurs contraintes éditoriales, leur manque de proximité avec les jeunes générations les rendent peu compétitifs. Pourtant, leur rôle est irremplaçable : vérifier, hiérarchiser, contextualiser.



Les médias traditionnels à la traîne

Le problème est que ce rôle ne suffit plus à séduire. Dans une société impatiente, la vérification arrive souvent trop tard. Le mal est fait : la vidéo mensongère a déjà circulé, le débat public s'est enflammé, et la correction, publiée deux jours plus tard, passe inaperçue.

Comparaisons internationales : un défi global

Le Maroc n'est pas isolé. Partout, les médias luttent contre la concurrence des réseaux.

Aux Philippines, Rodrigo Duterte avait bâti sa popularité sur des campagnes numériques massives. Aux États-Unis, l'élection de Donald Trump a montré la puissance de Facebook dans la polarisation politique.

En Afrique, WhatsApp est le média dominant dans des pays comme le Nigeria ou le Kenya.

Mais ce qui distingue le Maroc, c'est l'ampleur de la défiance : quand seulement 24 % des Français disent faire confiance à leurs médias, au Maroc, ils ne sont que 1,8 %. Dans un tel contexte, les réseaux ne sont pas seulement un complément : ils deviennent la première source, parfois la seule.

La solution n'est pas de diaboliser le numérique, mais de le réguler et de s'y adapter. Trois pistes émergent :

Renforcer l'éducation aux médias : apprendre aux citoyens à distinguer info et intox.

Investir dans un journalisme numérique crédible : produire du contenu adapté aux réseaux, mais avec la rigueur du métier.

Créer des alliances hybrides : médias traditionnels et influenceurs crédibles peuvent travailler ensemble pour toucher les jeunes générations.



Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

Peut-on réconcilier Marocains et médias ? Les pistes d'une reconquête

La défiance est massive : près des trois quarts des Marocains n'ont pas confiance dans leurs médias, selon le sondage du CMC.

Pourtant, la presse reste indispensable au débat public, et le numérique ne peut à lui seul garantir la fiabilité de l'information. La question est simple : la réconciliation entre Marocains et médias est-elle encore possible ? Et si oui, comment ?

Un désamour ancien, mais qui s'aggrave

Le rejet des médias ne date pas d'hier. Dès les années 2010, les critiques pleuvaient : dépendance aux annonceurs, manque de rigueur, absence d'investigation.

Mais la situation a empiré avec l'explosion du numérique. Les citoyens, désormais surinformés, tolèrent de moins en moins les failles des rédactions classiques.

Le sondage du CMC illustre ce fossé : alors que les partis politiques ne récoltent que 5 % de confiance, les médias font à peine mieux.

Ce n'est pas un problème conjoncturel, mais structurel.

Et si rien n'est fait, la presse risque de s'effondrer définitivement dans l'indifférence.

La nécessité d'une indépendance réelle

Le premier levier de réconciliation est évident : l'indépendance éditoriale.

Tant que les citoyens percevront les médias comme alignés sur le discours officiel ou sur les intérêts économiques de leurs annonceurs, ils ne croiront pas à leur crédibilité.

Cela suppose :

- Plus de transparence sur les financements,
- Une gouvernance éditoriale protégée des ingérences politiques,
- Des rédactions prêtes à assumer un rôle critique, même au prix de pressions.

À titre de comparaison, certains médias d'investigation en Afrique, comme Daily Maverick en Afrique du Sud, ont construit leur légitimité sur l'indépendance et la rigueur, même avec des moyens limités.

Le retour au terrain : écouter les invisibles

Une autre critique récurrente vise l'éloignement des médias vis-à-vis des réalités locales. Les grandes rédactions se concentrent sur Rabat et Casablanca, laissant des régions entières dans l'ombre.

Pour regagner la confiance, il faut investir les marges : aller dans les villages, couvrir les petites villes, donner la parole aux acteurs sociaux souvent invisibles. C'est ainsi que le citoyen reprendra confiance : en voyant sa propre vie, ses propres problèmes, reflétés dans le miroir médiatique.

L'investigation comme antidote au doute

À l'heure des fake news et du flux numérique permanent, la valeur d'un média repose sur sa capacité à vérifier et à enquêter.

Or, l'investigation reste trop rare au Maroc, faute de moyens ou de volonté. Pourtant, ce type de journalisme est précisément ce que réclament les citoyens. Révéler les affaires de corruption, éclairer les zones grises du pouvoir, vérifier les promesses électorales : autant de missions qui restaurent la crédibilité. Dans plusieurs pays, ce sont des enquêtes journalistiques qui ont redonné du prestige à la presse.

Pourquoi pas au Maroc ?

Des formats adaptés aux nouvelles générations

Réconcilier les Marocains avec leurs médias ne veut pas dire rester figé dans les formats anciens. Le numérique doit être intégré comme un outil, pas comme une menace. Podcasts, vidéos explicatives sur TikTok, newsletters spécialisées : autant de formats qui peuvent rapprocher les rédactions des jeunes générations, à condition d'y injecter la même rigueur journalistique que dans les formats traditionnels.

L'éducation aux médias : une condition nécessaire

La confiance se construit aussi par l'éducation. Beaucoup de citoyens consomment l'information sans avoir les outils pour distinguer le vrai du faux. Des programmes scolaires ou associatifs d'éducation aux médias pourraient armer les jeunes face à la désinformation. Là encore, l'exemple international montre la voie : en Finlande, la lutte contre les fake news passe par l'enseignement dès le primaire.

Des médias comme biens publics

Enfin, la réconciliation suppose de concevoir les médias non pas seulement comme des entreprises privées cherchant le profit, mais comme des biens publics essentiels à la démocratie. Cela implique d'explorer des modèles alternatifs :

- Abonnements citoyens, fondations indépendantes et financements publics encadrés pour garantir l'indépendance.

Au Maroc, un fonds public transparent dédié au journalisme de qualité pourrait soutenir l'investigation, à condition qu'il soit géré indépendamment du pouvoir politique.

By Lodj

بوابة

نحو آخر
الأخبار

PRESSPLUS



www.lodj.info



Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

Associations : les dernières poches de crédibilité

Dans un paysage institutionnel marqué par la défiance, une exception relative se dessine : la société civile. Selon l'enquête du Centre Marocain pour la Citoyenneté (CMC), 50,4 % des Marocains jugent négativement l'action des associations, mais 45 % la considèrent "moyenne" et 4,6 % positive. Cela peut sembler faible, mais comparé aux 90 % de critiques visant partis, gouvernement ou Parlement, ces chiffres font des associations les acteurs les moins rejetés du pays.

Une légitimité construite sur l'action concrète

Pourquoi la société civile échappe-t-elle au naufrage général ? La réponse est simple : elle agit là où l'État et les partis échouent. Dans les villages enclavés, ce sont souvent des ONG locales qui assurent l'aide humanitaire, l'éducation non formelle, la distribution de fournitures scolaires ou l'accès à l'eau potable. Les Marocains, déçus par les promesses électorales, voient dans les associations un acteur concret et utile. Loin des discours, elles incarnent la proximité et l'efficacité. Même modestes, leurs actions résonnent davantage que les programmes politiques.

Le tremblement de terre d'Al Haouz : un révélateur

Le séisme d'Al Haouz en 2023 a été une illustration éclatante du rôle de la société civile. Avant même l'arrivée des secours officiels, des associations locales et des collectifs spontanés ont organisé les premières aides, distribué des vivres, monté des tentes. Cet épisode a renforcé l'image d'associations agissant vite et efficacement, en contraste avec les lourdeurs bureaucratiques. Beaucoup de Marocains en ont tiré la conclusion suivante : pour répondre aux urgences, mieux vaut compter sur les ONG que sur les institutions classiques.

Une alternative silencieuse à l'engagement partisan

Les chiffres du CMC montrent que la défiance envers les partis est quasi totale : 94,8 % des Marocains ne leur font pas confiance. Mais cela ne

signifie pas que les citoyens ont renoncé à toute forme d'engagement. Au contraire, beaucoup se tournent vers l'associatif. La jeunesse, en particulier, préfère investir son énergie dans des actions de proximité : alphabétisation, environnement, aide aux migrants, sport, culture. Là où le parti politique apparaît comme un espace fermé et corrompu, l'association offre une porte d'entrée plus accessible et gratifiante.

Les limites de la crédibilité associative

Toutefois, cette légitimité relative n'est pas un blanc-seing. Plusieurs critiques récurrentes fragilisent la confiance : Le manque de transparence financière : beaucoup d'associations ne publient pas leurs comptes, ce qui nourrit la suspicion. La dépendance aux bailleurs étrangers, perçue parfois comme une ingérence. La politisation indirecte : certaines ONG sont accusées de servir de relais à des partis ou de préparer des carrières politiques. Le morcellement : avec plus de 200 000 associations enregistrées, beaucoup sont inactives ou limitées à des actions ponctuelles. Ces faiblesses relativisent l'image positive et rappellent que la société civile doit aussi se réformer pour ne pas perdre son crédit.

Comparaisons internationales : l'ONG comme substitut politique

Le cas marocain n'est pas isolé. Dans plusieurs pays africains, les ONG suppléent l'État dans les services sociaux.

Au Sénégal, par exemple, elles jouent un rôle central dans la santé communautaire. En Tunisie, après 2011, les associations ont pris une place majeure dans la médiation politique et la défense des droits. Mais ces expériences montrent aussi les dangers : quand la société civile devient trop puissante, elle peut se substituer aux institutions élues sans disposer de la légitimité démocratique.

L'État et les associations : partenariat ou concurrence ?

Au Maroc, la relation entre État et société civile est ambivalente. D'un côté, l'État reconnaît leur utilité et les finance partiellement. De l'autre côté, il garde une méfiance envers les ONG jugées trop critiques. La vraie question est celle-ci : comment articuler l'action associative avec la mission publique sans tomber dans la récupération ou la confrontation ? Un modèle coopératif, où l'État soutient sans contrôler et où les associations complètent sans remplacer, reste à inventer.

La société civile n'est pas parfaite, mais elle reste l'un des rares espaces où les Marocains sentent encore une utilité et une proximité. C'est une responsabilité immense : ne pas trahir cette confiance, mais la transformer en moteur d'un renouveau démocratique. En clair, si les partis sont en crise, les associations portent, elles, une promesse : celle d'une action politique sans étiquette, mais avec des résultats visibles.



Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

Quand la société civile remplace les partis : l'alternative silencieuse

Les partis politiques sont discrédités : 94,8 % des Marocains déclarent ne pas leur faire confiance, selon l'enquête du CMC. Pourtant, l'envie d'agir n'a pas disparu.

Elle s'est déplacée. Dans les quartiers, les villages, les associations caritatives, culturelles ou environnementales, la société civile occupe désormais un espace laissé vacant par les formations partisans. Elle devient, de manière implicite, l'alternative silencieuse à l'engagement politique.

L'échec du politique, le succès de l'associatif

Depuis une décennie, les Marocains n'attendent plus grand-chose des partis. Promesses non tenues, clientélisme, corruption et absence de renouvellement des élites ont creusé un fossé. Les jeunes, en particulier, se tiennent à distance. Mais ce retrait ne signifie pas apathie.

Car parallèlement, l'engagement associatif explose. Qu'il s'agisse de petites ONG locales dans l'éducation, de clubs sportifs communautaires, de collectifs féministes ou environnementaux, la société civile attire des citoyens désireux d'agir concrètement.

Là où le politique promet, l'associatif fait.

Une jeunesse en quête d'efficacité

Le chiffre est révélateur : seuls 8,8 % des Marocains déclarent être membres d'un parti, mais des centaines de milliers participent à la vie associative. Ce contraste s'explique par la perception d'efficacité. Pour les jeunes, militer dans un parti signifie souvent se heurter à des hiérarchies opaques. À l'inverse, une association locale permet de voir des résultats tangibles : une école rénovée, une campagne de sensibilisation, une aide alimentaire distribuée. Dans une société où la confiance est rare, cette efficacité concrète séduit.

Les femmes en première ligne

Les associations représentent aussi un espace d'émancipation pour les femmes. Alors que leur accès aux postes politiques reste limité et souvent instrumentalisé (les quotas étant perçus comme artificiels), elles trouvent dans l'associatif un terrain plus ouvert.

Beaucoup dirigent des ONG locales, lancent des projets solidaires, et s'imposent comme des figures respectées dans leur communauté. Ainsi, la société civile devient non seulement une alternative aux partis, mais aussi un levier d'inclusion sociale.

Quand l'associatif devient politique sans le dire

Ce basculement n'est pas neutre. Dans certains cas, les associations jouent un rôle quasi politique :

- Elles défendent des causes (droits humains, égalité des sexes, environnement) qui touchent directement au débat public.
- Elles assurent des services sociaux (santé, éducation, logement) là où l'État est absent.
- Elles structurent des communautés et créent de nouvelles formes de mobilisation citoyenne.

Sans le revendiquer, elles deviennent des canaux de représentation, concurrençant les partis dans leur rôle historique.

Les ambiguïtés de la politisation

Ce glissement pose cependant question. Doit-on se réjouir que les associations comblent les lacunes des partis, ou s'inquiéter d'une politisation déguisée ? Certaines ONG sont accusées d'être instrumentalisées par des acteurs politiques ou idéologiques. D'autres servent de tremplin à des carrières partisans.

Le risque est réel : que la société civile perde sa neutralité et reproduise, à son tour, les travers du champ politique.

L'État face à une société civile dynamique

Les pouvoirs publics adoptent une posture ambivalente. D'un côté, ils encouragent l'action associative, y compris via des financements. De l'autre, ils restent méfiants vis-à-vis des ONG trop critiques. La reconnaissance officielle de la société civile comme "partenaire du développement" cohabite donc avec un contrôle strict de ses marges de manœuvre.

Cette tension révèle un enjeu central :

accepter que la société civile ne soit pas seulement un auxiliaire de l'État, mais aussi un espace d'expression autonome.

Comparaisons internationales : une tendance globale

Au-delà du Maroc, le phénomène est mondial. En Tunisie, après la révolution de 2011, ce sont les associations qui ont assuré la continuité sociale quand les partis s'enlisaient. Au Liban, face à la faillite de l'État, des ONG distribuent l'aide humanitaire et assurent des services essentiels. En Afrique subsaharienne, des ONG suppléent souvent les gouvernements dans la santé ou l'éducation.

Ces exemples montrent une constante : quand les institutions perdent la confiance, la société civile devient un refuge. Mais ce refuge est fragile, car il repose sur la mobilisation bénévole et des financements souvent précaires.

Vers une démocratie associative ?

Le Maroc est-il en train de basculer vers une "démocratie associative" ? Pas encore. Les ONG n'ont pas la légitimité électorale, et leur représentativité reste limitée. Mais elles incarnent une forme d'engagement plus crédible aux yeux des citoyens.

L'enjeu est donc d'imaginer une articulation : comment intégrer la société civile dans la gouvernance démocratique sans la dénaturer ? Comment préserver son indépendance tout en reconnaissant son rôle central ?

La société civile est aujourd'hui l'alternative silencieuse aux partis marocains. Elle attire l'énergie, la confiance et l'engagement que les formations politiques ont perdus. Mais elle n'est pas une solution miracle.

En clair, les associations ne remplaceront pas les partis, mais elles peuvent les obliger à se réformer. Elles rappellent qu'un citoyen veut voir des résultats, pas seulement des discours. Et c'est peut-être par cette pression silencieuse que viendra le renouveau démocratique du Maroc.



Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

Conclusion finale : 2026, l'heure du choix – Un appel à l'inscription et au vote

En 2026, le Maroc vivra un rendez-vous décisif : des élections législatives qui détermineront non seulement la composition du Parlement, mais surtout l'orientation du pays pour les années à venir.

Pourtant, si l'on en croit les sondages et les tendances des scrutins précédents, une grande partie des Marocains en âge de voter n'est même pas inscrite sur les listes électorales. Pire, beaucoup de ceux qui sont inscrits choisissent de rester chez eux le jour du scrutin.

Il est temps de dire les choses clairement : l'abstention est une démission qui profite à ceux que l'on critique le plus.

L'inscription : premier acte citoyen

Au Maroc, près d'un électeur potentiel sur deux ne figure pas sur les listes. C'est un constat alarmant. S'inscrire, ce n'est pas simplement écrire son nom sur un registre. C'est affirmer son existence politique, dire : « Je compte, ma voix existe, et elle sera entendue. » Sans inscription, aucune possibilité d'influer sur le cours des choses. En d'autres termes, ne pas s'inscrire, c'est offrir son pouvoir de décision à d'autres. Ceux qui se déplacent le feront à votre place. Et si demain vous trouvez que vos représentants ne sont pas à la hauteur, il sera trop tard pour vous plaindre : vous aurez choisi l'absence.

Le vote : un devoir mais surtout un levier

On entend souvent que voter ne sert à rien, que "tous les partis se ressemblent". Cet argument, compréhensible à l'heure de la défiance, oublie une réalité fondamentale : ce sont précisément ceux qui votent qui décident de l'avenir. Refuser de voter, c'est abandonner ce pouvoir. Voter, même par défaut, même de manière critique, c'est garder une part de contrôle. C'est dire non à l'exclusion et oui à l'influence.

Les chiffres qui interpellent

Le sondage du CMC le montre : plus de 90 % des citoyens ne font pas confiance aux partis. Mais paradoxalement, 70 % disent avoir déjà voté. Ce paradoxe révèle une vérité : même dans la défiance, l'acte de voter garde un poids symbolique et concret. Imaginez alors ce que représenterait une mobilisation massive en 2026. Si les 50 % de Marocains en âge de voter mais non inscrits s'ajoutaient au corps électoral, le paysage politique serait bouleversé. Les mêmes visages ne pourraient plus se contenter de gagner grâce à l'abstention. Une nouvelle majorité émergerait, portée par de nouveaux équilibres.

L'abstention profite toujours aux mêmes

Il faut le répéter : ne pas voter ne punit pas les partis. Cela les renforce. Pourquoi ? Parce que leurs électorats fidèles, disciplinés, se déplacent toujours. Si les jeunes, les indécis, les déçus s'abstiennent, ce sont les mêmes blocs électoraux qui continueront à imposer leurs choix.

En clair, l'abstention est une arme à double tranchant : elle frappe ceux qui espéraient du changement et renforce ceux qui se satisfont du statu quo.

Un enjeu générationnel

La jeunesse marocaine représente la majorité démographique. Pourtant, elle reste sous-représentée dans les urnes comme dans les partis. Or, le Maroc de 2030, de 2040, sera bâti sur les décisions de 2026. Si les jeunes refusent de s'inscrire et de voter, ils acceptent que d'autres décident pour eux : les anciens, les élites installées, les clientèles traditionnelles. C'est un renoncement dangereux. S'inscrire, voter, c'est au contraire affirmer : "Nous sommes là, nous voulons compter, et nous exigeons d'être représentés."

Le vote, un acte de résistance

Dans un contexte où la confiance est érodée, voter n'est pas un signe de naïveté. C'est un acte de résistance. C'est utiliser l'un des rares leviers institutionnels encore à la portée du citoyen. Refuser de voter, c'est laisser d'autres écrire l'histoire à votre place. Voter, c'est rappeler aux élites que le peuple existe, qu'il n'est pas passif, qu'il peut sanctionner, récompenser, ou même renverser les équilibres.

2026, un moment à ne pas manquer

L'histoire retiendra que le Maroc de 2026 se jouera aussi dans les bureaux d'inscription et dans les urnes. La démocratie est imparfaite, parfois frustrante, souvent décevante. Mais elle ne peut fonctionner sans citoyens actifs. Alors, inscrivez-vous. Encouragez vos proches à le faire. Et surtout, allez voter.

Au Maroc, près d'un électeur potentiel sur deux ne figure pas sur les listes. C'est un constat alarmant. S'inscrire, ce n'est pas simplement écrire son nom sur un registre. C'est affirmer son existence politique, dire : « Je compte, ma voix existe, et elle sera entendue. »

Sans inscription, aucune possibilité d'influer sur le cours des choses. En d'autres termes, ne pas s'inscrire, c'est offrir son pouvoir de décision à d'autres. Ceux qui se déplacent le feront à votre place. Et si demain vous trouvez que vos représentants ne sont pas à la hauteur, il sera trop tard pour vous plaindre : vous aurez choisi l'absence.

Parce que chaque voix compte. Parce que le silence est toujours récupéré par ceux qui veulent que rien ne change. Parce que l'avenir appartient à ceux qui osent s'en emparer.

En 2026, le Maroc ne sera pas seulement façonné par ceux qui se présentent. Il sera façonné, surtout, par ceux qui auront choisi de participer. À chacun de décider s'il veut être spectateur ou acteur.

2026, l'heure du choix – Un appel à l'inscription et au vote

En 2026, le Maroc vivra un rendez-vous décisif : des élections législatives qui détermineront non seulement la composition du Parlement, mais surtout l'orientation du pays pour les années à venir. Pourtant, si l'on en croit les sondages et les tendances des scrutins précédents, une grande partie des Marocains en âge de voter n'est même pas inscrite sur les listes électorales.

Le vote : un devoir mais surtout un levier

On entend souvent que voter ne sert à rien, que "tous les partis se ressemblent". Cet argument, compréhensible à l'heure de la défiance, oublie une réalité fondamentale : ce sont précisément ceux qui votent qui décident de l'avenir.

Refuser de voter, c'est abandonner ce pouvoir. Voter, même par défaut, même de manière critique, c'est garder une part de contrôle. C'est dire non à l'exclusion et oui à l'influence.





Dossier Spécial :

Spécial élection 2026 : la participation / la confiance

Les chiffres qui interpellent

Le sondage du CMC le montre : plus de 90 % des citoyens ne font pas confiance aux partis. Mais paradoxalement, 70 % disent avoir déjà voté. Ce paradoxe révèle une vérité : même dans la défiance, l'acte de voter garde un poids symbolique et concret.

Imaginez alors ce que représenterait une mobilisation massive en 2026. Si les 50 % de Marocains en âge de voter mais non inscrits s'ajoutaient au corps électoral, le paysage politique serait bouleversé. Les mêmes visages ne pourraient plus se contenter de gagner grâce à l'abstention. Une nouvelle majorité émergerait, portée par de nouveaux équilibres.

L'abstention profite toujours aux mêmes

Il faut le répéter : ne pas voter ne punit pas les partis. Cela les renforce. Pourquoi ? Parce que leurs électorats fidèles, disciplinés, se déplacent toujours. Si les jeunes, les indécis, les déçus s'abstiennent, ce sont les mêmes blocs électoraux qui continueront à imposer leurs choix.

En clair, l'abstention est une arme à double tranchant : elle frappe ceux qui espéraient du changement et renforce ceux qui se satisfont du statu quo.

Un enjeu générationnel

La jeunesse marocaine représente la majorité démographique. Pourtant, elle reste sous-représentée dans les urnes comme dans les partis. Or, le Maroc de 2030, de 2040, sera bâti sur les décisions de 2026.

Si les jeunes refusent de s'inscrire et de voter, ils acceptent que d'autres décident pour eux : les anciens, les élites installées, les clientèles traditionnelles. C'est un renoncement dangereux.

S'inscrire, voter, c'est au contraire affirmer : "Nous sommes là, nous voulons compter, et nous exigeons d'être représentés."

Le vote, un acte de résistance

Dans un contexte où la confiance est érodée, voter n'est pas un signe de naïveté. C'est un acte de résistance. C'est utiliser l'un des rares leviers institutionnels encore à la portée du citoyen.

Refuser de voter, c'est laisser d'autres écrire l'histoire à votre place. Voter, c'est rappeler aux élites que le peuple existe, qu'il n'est pas passif, qu'il peut sanctionner, récompenser, ou même renverser les équilibres.

2026, un moment à ne pas manquer !

L'histoire retiendra que le Maroc de 2026 se jouera aussi dans les bureaux d'inscription et dans les urnes.

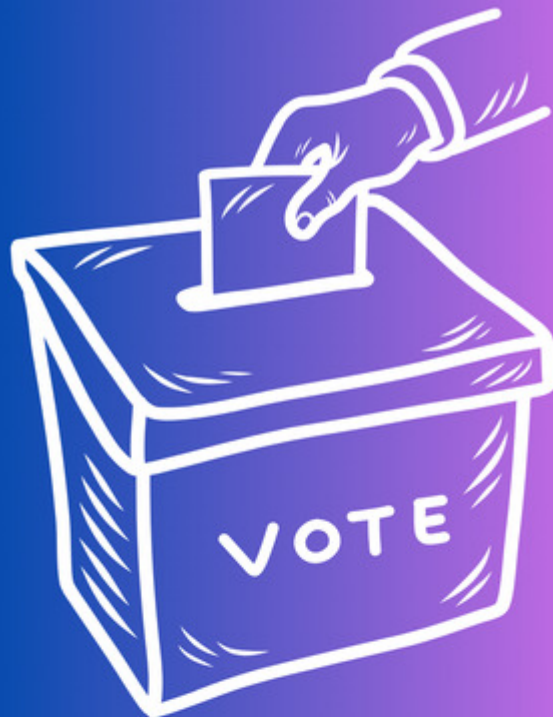
La démocratie est imparfaite, parfois frustrante, souvent décevante.

Mais elle ne peut fonctionner sans citoyens actifs. Alors, inscrivez-vous. Encouragez vos proches à le faire.

Et surtout, allez voter. Parce que chaque voix compte.

Parce que le silence est toujours récupéré par ceux qui veulent que rien ne change. Parce que l'avenir appartient à ceux qui osent s'en emparer.

En 2026, le Maroc ne sera pas seulement façonné par ceux qui se présentent. Il sera façonné, surtout, par ceux qui auront choisi de participer. À chacun de décider s'il veut être spectateur ou acteur.



2026,
l'heure du
choix – Un
appel à
l'inscription
et au vote



CAREER CENTER

HONORIS UNITED UNIVERSITIES

11^{ème}
EDITION

**FORUM EMSI
ENTREPRISES**
RABAT

SPONSOR DIAMOND

• **APTIV** •

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



Business
Services



SPONSOR GOLD

HCLTech



Exakis Nelite
MagellanPartners

AFD.TECH
YOUR DIGITAL TEAM



ALTEN



Sofrecom
- The Know-How Network -

**Berger
Levfaul**



acaps

BTechnologie

SPONSOR SILVER

الطرق السيارة بالمغرب
Autoroutes du Maroc

Super Auto
Group

NOMATIS **Deloitte.**

SPONSOR NATURE



SPONSOR MEDIA



Sofitel Rabat Jardin des roses



20 Novembre 2025



Culture numérique et mémoire : comment les réseaux sociaux transforment notre rapport aux souvenirs

Par Salma Chmanti Houari

Souvenir instantané, mémoire éphémère :

“Tu te souviens de cette story ?” une phrase devenue banale, mais qui résume tout.

Nos souvenirs vivent désormais dans le cloud, rangés dans des archives que l'on consulte comme on feuillette un album virtuel. Avec l'essor des stories, des rétrospectives “un an plus tard” et des plateformes qui nous rappellent nos propres traces, le souvenir n'est plus une chose intime et fragile : il est algorithmiquement entretenu.

Chaque jour, nos applications réactivent des fragments de passé : photos, vidéos, statuts, musiques pour nous replonger dans une nostalgie calibrée. Ce que la mémoire faisait spontanément autrefois, le numérique le fait aujourd'hui à notre place. Mais à quel prix ?

L'ère du souvenir automatisé

Les réseaux sociaux, en particulier Instagram, Facebook et Snapchat, ont créé un nouveau rituel mémoriel. Chaque matin, un “Souvenez-vous de ce jour” surgit, rappelant un moment vieux d'un, deux ou dix ans. Ce mécanisme, apparemment anodin, redéfinit notre rapport au passé. La mémoire, autrefois sélective et émotionnelle, devient programmée et récurrente. L'algorithme décide ce qui mérite d'être rappelé.

Mémoire collective et identité numérique

Nos souvenirs numériques ne sont plus strictement individuels. Ils s'inscrivent dans une mémoire partagée, où l'intime se mêle au collectif. Un hashtag, un challenge, un anniversaire viral : tout événement personnel devient un fragment de récit global.

Les jeunes générations construisent leur identité à travers ces traces. Les “Souvenirs Snapchat” ou les “Best 9 Instagram” ne sont pas seulement des rappels : ce sont des briques de mémoire sociale.

Vers une écologie du souvenir ?

Face à cette saturation, certains revendiquent une forme de sobriété mémorielle : moins publier, moins archiver, revenir à l'expérience réelle. Des applis comme BeReal ou des plateformes d'archives privées permettent de retrouver un rapport plus authentique à la mémoire celle qu'on choisit de garder pour soi. Peut-être que la prochaine révolution du numérique ne sera pas celle du partage, mais celle du secret. Réapprendre à se souvenir pour soi-même, sans public, sans algorithme.

Se souvenir, c'est résister

La culture numérique a redéfini la mémoire en la rendant instantanée, collective, infinie. Mais la véritable question reste la même : que voulons-nous vraiment garder ? Dans un monde où tout peut être retrouvé, l'oubli devient un acte de liberté.



Ce n'est plus nous qui fouillons nos souvenirs : c'est la machine qui nous les sert, selon sa propre logique d'engagement. Et à force d'être rappelé, le passé cesse parfois d'être vécu comme un souvenir. Il devient un contenu. Les moments personnels se transforment en matière exploitable, prête à être repartagée, commentée, “likée”. Nos mémoires individuelles deviennent ainsi collectivement rejouées.

Sur TikTok ou Instagram, la nostalgie est devenue un genre à part entière : musiques rétro, filtres vintage, esthétiques 2000's...

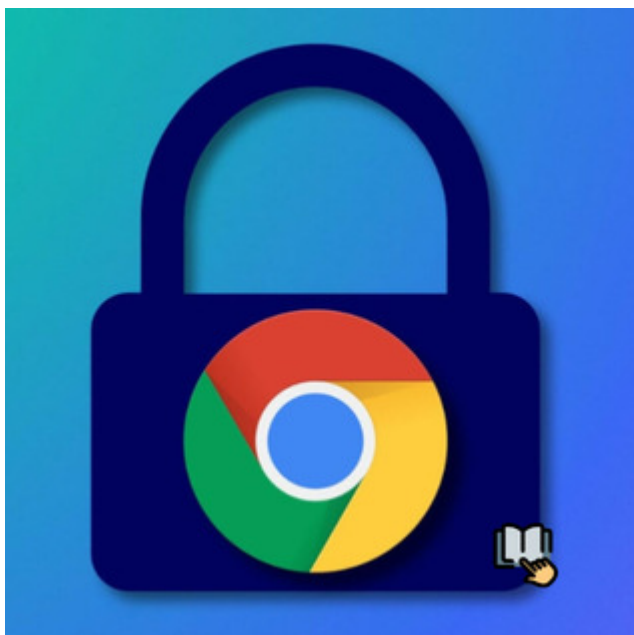
Les marques, comme les créateurs, ont compris le pouvoir de cette nostalgie partagée. Elle rassure, elle touche, elle crée un sentiment de communauté. Le numérique ne détruit pas la mémoire : il la monétise. Un son des années 2000 peut redevenir viral. Une photo d'enfance, repostée, peut susciter des milliers de réactions. Les souvenirs deviennent des objets de communication : émotionnels, mais calibrés.

C'est une forme de “marketing de la mémoire”, où les marques, tout comme les individus, vendent une part de leur passé pour exister dans le présent.



Digital

Nouveautés, tendances et autres actualités TECH



Google insiste : « Il ne s'agit pas d'un piratage de Gmail »

Fuite massive : 183 millions de mots de passe exposés, Google dément toute faille

Une fuite géante de données vient de secouer le monde de la cybersécurité.

Près de 183 millions de mots de passe et identifiants ont été découverts en circulation sur le dark web. Parmi eux, de nombreuses adresses liées à des services populaires comme Gmail, Microsoft Outlook et Yahoo. L'incident a été révélé par Have I Been Pwned (HIBP), plateforme internationale de veille en cybersécurité.

Selon HIBP, la découverte date d'octobre 2025. Elle concerne des identifiants volés au cours de l'année écoulée, compilés par des logiciels malveillants appelés « infostealers ». Google a rapidement réagi pour affirmer qu'il ne s'agit pas d'une faille interne. À l'origine, une analyse de 3,5 téraoctets de données, soit 23 milliards d'enregistrements, collectés par la société de cybersécurité Synthient. À l'intérieur : des combinaisons de login et mot de passe dérobées lors de multiples infiltrations sur des sites tiers.

Quel est le meilleur registrar en 2025 : Wix, OVH ou GoDaddy ?

Un registrar, ou bureau d'enregistrement, est une entité autorisée par l'ICANN qui gère l'enregistrement et le renouvellement des noms de domaine. Son rôle est essentiel pour garantir la visibilité et la sécurité d'un site web. Un choix judicieux de registrar assure non seulement la continuité d'accès à un site, mais protège également les données de son propriétaire.

Wix se positionne comme une solution tout-en-un, intégrant l'enregistrement de domaine, l'hébergement et des outils de création de site. Sa simplicité et son interface conviviale attirent particulièrement les petites entreprises et les créateurs. OVH, quant à lui, met l'accent sur la maîtrise technique et la souveraineté numérique. Avec une infrastructure européenne conforme au RGPD, il attire les utilisateurs soucieux de sécurité et de contrôle sur leurs données.

GoDaddy se démarque par sa portée internationale et la diversité de ses offres, gérant des millions de domaines et proposant un large éventail d'extensions. L'approche est idéale pour les entreprises cherchant à établir une présence globale.



Déploiement ciblé puis généralisation : la stratégie 5G marocaine se précise



Digital

Nouveautés, tendances et autres actualités TECH

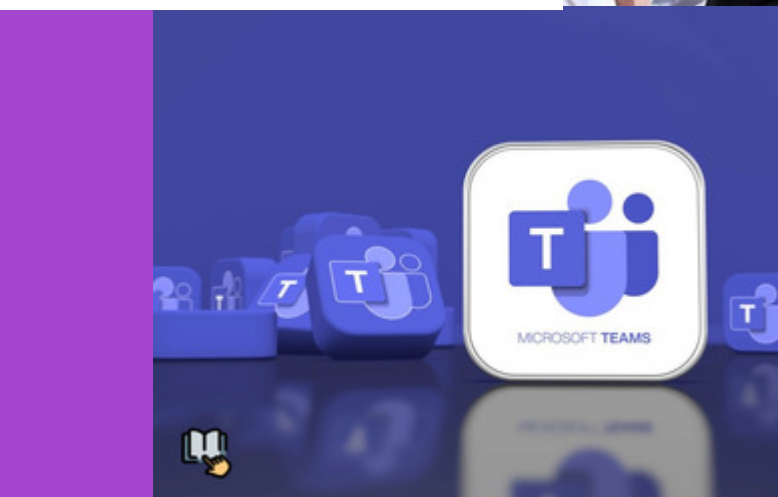


Grokopedia fait le pari du contenu généré par l'intelligence artificielle

Elon Musk lance Grokopedia : la contre-encyclopédie qui défie Wikipédia

Elon Musk repart au front. Après les fusées, les voitures électriques et l'intelligence artificielle, le milliardaire américain lance son nouveau projet : Grokopedia, une encyclopédie en ligne pensée comme l'alternative "idéologiquement neutre" à Wikipédia. La version 0.1 a été mise en ligne le 27 octobre, avec près de 900 000 articles déjà générés par IA.

Selon Elon Musk, Wikipédia serait "contrôlée par des activistes d'extrême gauche"



Microsoft Teams : La géolocalisation au cœur de la collaboration

Microsoft Teams, l'outil de communication prisé par des millions d'entreprises, s'apprête à intégrer une fonctionnalité de géolocalisation qui pourrait transformer la manière dont les employés interagissent au sein de leur organisation. Prévue pour décembre 2025, cette mise à jour permettra aux utilisateurs de connaître la position exacte de leurs collègues, à condition qu'ils soient connectés au réseau Wi-Fi de l'entreprise.



Cette progression s'accompagne d'une montée en puissance des infrastructures de soutien

Les start-up marocaines de la tech verte séduisent les investisseurs

Depuis plusieurs années, le Maroc a engagé une stratégie visant à développer l'économie verte et l'innovation technologique.

Le programme « Morocco Climate Entrepreneurship », lancé en partenariat avec le International Finance Corporation (IFC), illustre cette dynamique. Cette initiative vise à promouvoir les entreprises greentech, à renforcer les compétences et à faciliter l'accès aux financements.

Le dispositif comprend notamment :

- l'accompagnement de start-ups via des incubateurs et accélérateurs ;
- l'accès à des appels à projets et subventions pour les jeunes entreprises ;
- la formation de compétences spécialisées dans les domaines de l'efficacité énergétique, des énergies renouvelables, de la gestion des déchets et de l'eau.



By Lodj



**REJOIGNEZ
NOTRE CHAÎNE
WHATSAPP.**

POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !

www.lodj.ma



La CAN n'est pas gagnée d'avance...

Par Hafid Fassi Fihri

Une coupe d'Afrique qu'il faut absolument gagner à domicile n'est jamais gagnée d'avance...

Le compte à rebours est lancé pour la CAN 2025 qui se tient au Maroc à partir du 21 décembre prochain.

Les esprits s'échauffent, les passions se déchaînent et la billetterie a complètement volé en éclats avec un sold out deux heures seulement après l'ouverture des ventes en ligne.

Certes, l'engouement autour de l'équipe du Maroc a toujours existé sauf que, depuis quelque temps, cet intérêt a pris une nouvelle dimension.

Avec le standing de demi-finaliste en coupe du Monde et, mieux encore, de champion du Monde U20, les attentes sont devenues immenses et une véritable fièvre s'est emparée des fans, y compris de nos compatriotes de l'étranger.

Ainsi, cinquante ans après le seul sacre du football marocain en Coupe d'Afrique, et une longue traversée du désert avec des déboires retentissants et des contre-performances à répétition, les Lions de l'Atlas vont-ils réussir à offrir aux marocains un deuxième titre de champion d'Afrique ?

La tension et la fièvre vont monter, et le suspense durera jusqu'au coup de sifflet lors de la finale

Jouer à domicile sera certainement un avantage, même s'il y aura une pression supplémentaire pour les nôtres, mais les poulains à Walid Regragui sont avertis : une coupe d'Afrique n'est jamais gagnée d'avance et il faudra cravacher dur et s'attendre à tous les scénarios possibles en football.

Après le record mondial avec seize victoires de suite, il ne reste plus aux Lions de l'Atlas que sept victoires pour remporter cette CAN, un titre que tout le monde attend depuis un demi-siècle.

Après plus de trois années à la tête de l'équipe du Maroc, Walid Regragui a connu l'apothéose et l'Everest au Qatar avant de subir un atterrissage très brutal lors de la dernière CAN en Côte d'Ivoire, et la seule certitude qu'on aimerait avoir est de savoir où il en est exactement ?

Aujourd'hui, face à des adversaires qui voudront tous avoir le privilège de faire tomber l'équipe du Maroc, Walid a une occasion en or de tracer définitivement sa légende.

En attendant, la tension, la fièvre et le suspense vont monter jusqu'au coup de sifflet lors de la finale avec un dénouement qu'on espère heureux... Rendez-vous en janvier prochain.



Brèves Sportives



Pour un pays passionné par le football, c'est un moment historique, presque au niveau d'une visite d'État

Amical : l'Angola paie une fortune pour affronter l'Argentine de Messi

C'est officiel : pour fêter les 50 ans de son indépendance, l'Angola s'offre un cadeau très spécial. L'équipe nationale affrontera l'Argentine, championne du monde en titre, lors d'un match amical programmé à la mi-novembre à Luanda. Et le pays n'a pas regardé à la dépense.

Selon Sport News Africa, le gouvernement angolais aurait versé près de 12 millions d'euros à la Fédération argentine (AFA).

Une somme astronomique, représentant environ 13,9 millions de dollars, qui surpasse largement toutes les autres propositions formulées sur la même période. Pour comparer : plusieurs fédérations, dont le Maroc, avaient déposé une offre évaluée autour de 5 millions d'euros. L'Angola a quasiment doublé la mise, rendant la décision... instantanée.

Cet événement devrait attirer des milliers de supporters : Lionel Messi, Julián Álvarez, Lautaro Martínez et toute la délégation argentine sont attendus.

Adil Hermach : " le Maroc va offrir une CAN 2025 historique "

Ancien international marocain et aujourd'hui conseiller sportif du Wydad Casablanca, Adil Hermach garde un attachement profond aux Lions de l'Atlas et au football national. Dans un entretien accordé à Afrik Foot, l'ex-milieu de terrain, auteur de 24 sélections entre 2008 et 2014, revient avec émotion sur ses années en équipe nationale et partage son enthousiasme pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations que le Maroc accueillera en 2025.

Pour Hermach, porter le maillot du Maroc demeure un souvenir inoubliable :

"Quand tu portes l'uniforme du Maroc, c'est quelque chose qui reste gravé à vie."

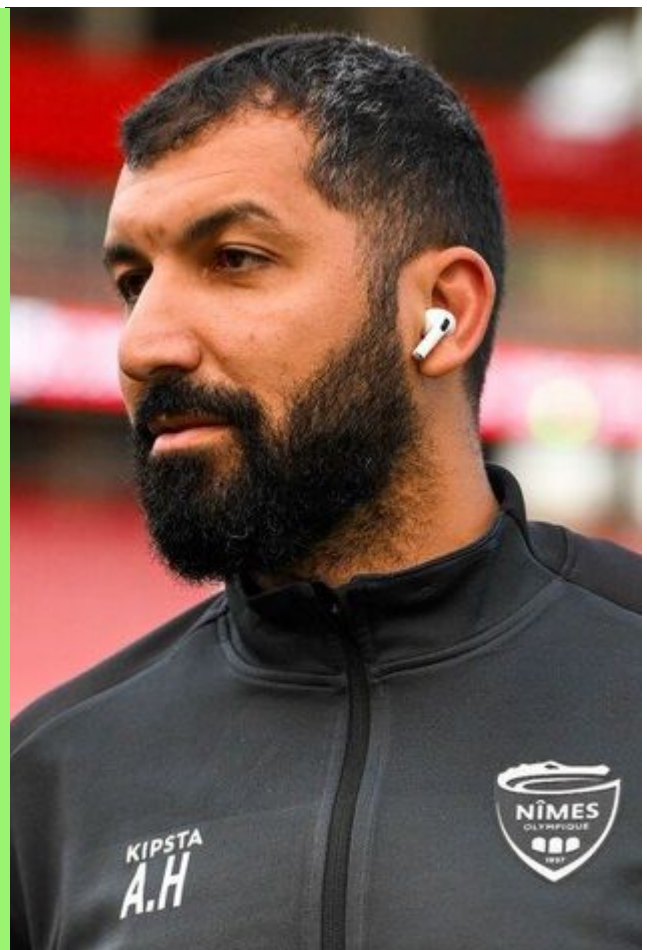
L'ancien joueur d'Angers confie également être touché par la reconnaissance du public marocain :

"Dix ans après ma dernière sélection, les gens restent bienveillants. Il y a une vraie affection pour les anciens Lions."

Durant sa carrière internationale, il a participé à deux éditions de la CAN (2011 et 2012), des expériences contrastées mais riches d'enseignements :

"On n'avait pas été bons, mais l'organisation, surtout celle en Afrique du Sud, était remarquable."

Aujourd'hui âgé de 39 ans, Hermach se montre particulièrement enthousiaste à l'idée de voir le Maroc accueillir la CAN 2025.





Brèves sportives



Depuis 1995, le Prix Nord-Sud récompense chaque année des personnalités et organisations pour leur contribution exceptionnelle

Nawal El Moutawakel reçoit le Prix Nord-Sud pour l'inclusion des réfugiés dans le sport

La vice-présidente du Comité international olympique (CIO), Nawal El Moutawakel, a été distinguée par le Prix Nord-Sud du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe pour son initiative visant à favoriser la participation des réfugiés aux Jeux olympiques et paralympiques, en reconnaissance de son engagement en faveur de l'inclusion, de l'égalité des droits et du rôle fédérateur du sport.

Ce prix a également été attribué à Cindy Ngamba et Zakia Khudadadi, premières athlètes réfugiées à remporter une médaille, ainsi qu'à Miguel Ángel Moratinos, pour sa carrière diplomatique consacrée à la paix et au dialogue interculturel.

La cérémonie s'est tenue au Parlement portugais en présence du Président du Portugal, Marcelo Rebelo de Sousa, et du Président de l'Assemblée, José Pedro Aguiar-Branco, soulignant le rôle du sport comme passerelle entre les peuples et vecteur de solidarité Nord-Sud.

Mondial 2026 : le Maroc accueille le tournoi qualificatif africain en novembre

La Confédération Africaine de Football (CAF) et le Maroc, pays hôte, ont dévoilé les stades retenus pour abriter le tournoi qualificatif africain pour la Coupe du Monde 2026.

Cette compétition se déroulera à Rabat du 13 au 16 novembre 2025 et réunira quatre sélections de prestige : le Cameroun, la République Démocratique du Congo, le Gabon et le Nigeria.

Programme des demi-finales – Jeudi 13 novembre

- Nigeria – Gabon : 17h00 (heure locale)
- Cameroun – RDC : 20h00 (heure locale)

Les deux rencontres se tiendront soit au Stade El Barid, soit au Complexe Sportif Prince Moulay El Hassan, le stade hôte devant être désigné par tirage au sort.

Finale – Dimanche 16 novembre

- Complexe Prince Héritier Moulay El Hassan – 20h00

Le vainqueur du tournoi décroche une qualification pour le tournoi intercontinental des barrages FIFA prévu en mars 2026, étape ultime pour obtenir le 10^e et dernier billet africain pour la Coupe du Monde 2026.



LODJ

L'ODJ WEB TV - EN DIRECT

INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES
EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING



167,2K
FOLLOWERS



412K
FOLLOWERS



1,2M
FOLLOWERS



138K
FOLLOWERS

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE
ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

Musiczone What's new ?



Jack DeJohnette a également réalisé de nombreux albums solo, fusionnant jazz, musiques du monde et expérimentations sonores.

Jack DeJohnette : une légende du Jazz moderne s'éteint

Le batteur américain Jack DeJohnette, une figure emblématique du jazz moderne ayant collaboré avec des légendes comme Miles Davis et Keith Jarrett, est décédé à l'âge de 83 ans, comme l'a annoncé lundi ses réseaux sociaux.

D'après plusieurs médias, son décès est dû à une insuffisance cardiaque.

À la demande de l'AFP, son entourage n'a pas immédiatement confirmé cette information.

Dans les années 1980, il a formé un trio célèbre avec le pianiste Keith Jarrett et le contrebassiste Gary Peacock.



Inauguration de la fondation Mohammed Abrioul : un hommage au patrimoine musical marocain

Une nouvelle fondation, nommée en l'honneur du pionnier du style andalou marocain, Mohammed Abrioul, a vu le jour à Fès, mettant l'accent sur la richesse du patrimoine musical marocain. La Fondation Mohammed Abrioul pour l'art et le patrimoine déclare qu'elle s'installe "sous la présidence d'honneur de ce grand maître et figure artistique éminente, s'inspirant de son parcours exceptionnel et de son originalité dans la préservation de la musique andalouse.



Introduite en Europe en 1987, MTV a façonné l'imaginaire de générations, au croisement de la musique, de la mode et de la culture.

MTV éteint ses chaînes musicales d'ici fin 2025

Après plus de quatre décennies de diffusion continue, une page majeure de la culture pop se tourne. Paramount Global a officialisé la fermeture définitive, d'ici au 31 décembre 2025, de cinq chaînes historiques: MTV Music, MTV 80s, MTV 90s, Club MTV et MTV Live.

Le retrait s'effectuera par étapes, d'abord au Royaume-Uni et en Irlande, avant de s'étendre à la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Pologne, la Hongrie, l'Australie et le Brésil.

Au-delà des impératifs financiers, cette fermeture entérine une mutation profonde des usages. Le public privilégie désormais les réseaux sociaux et les plateformes de streaming, qui proposent un accès instantané, personnalisé et mobile aux contenus musicaux reléguant la télévision musicale à un rôle essentiellement nostalgique.

La fin annoncée de ces chaînes scelle un héritage né en 1981 aux États-Unis, lorsque MTV a débuté avec le titre prémonitoire "Video Killed The Radio Star" des Buggles.

Musiczone What's new ?



Festival Zamane 2025 : une célébration musicale de la culture saharienne à M'hamid El Ghizlane

Découvrez la quatrième édition du Festival Zamane, qui se déroulera du 14 au 16 novembre à M'hamid El Ghizlane, réunissant plus de 150 artistes pour célébrer la richesse du patrimoine musical du sud-est marocain.

Organisé par l'association Joudour Sahara, en collaboration avec l'Office National Marocain du Tourisme, le Conseil provincial de Zagora, et le Conseil régional de Drâa-Tafilalet, ce festival offre une immersion unique dans les traditions musicales ancestrales du sud-est marocain, mettant en avant la richesse du patrimoine immatériel de la région. En partenariat avec des plateformes de renommée internationale telles que Playing for Change, Sahara Roots, et Visa for Music, cette édition vise à célébrer la diversité culturelle de Drâa-Tafilalet et à favoriser des échanges artistiques à l'échelle mondiale.

Visa For Music 2025 : Rabat accueille la 12e édition du 19 au 22 novembre

Visa For Music revient à Rabat du 19 au 22 novembre 2025 pour sa 12e édition. Pendant quatre jours, la capitale accueillera une programmation dense et éclectique, rassemblant plus de 500 artistes et 1 000 professionnels marocains et internationaux. Cette édition mettra à l'honneur des artistes issus des pays africains lusophones, qui célèbrent leurs 50 ans d'indépendance.

Placée sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, l'édition précédente de Visa For Music a réuni plus de 16 000 spectateurs, plus de 400 artistes et 1 100 professionnels représentant 87 pays.

Le cru 2025 s'ouvrira par une grande parade urbaine le mercredi 19 novembre à 16 h, avant la cérémonie officielle d'ouverture.

Celle-ci proposera des showcases phares et sera également l'occasion de saluer des figures majeures de la musique africaine avec la remise des Trophées VFM, précisent les organisateurs.

Du jeudi au samedi, chaque après-midi, l'esplanade du Théâtre Mohammed V vibrera au rythme d'animations musicales gratuites.





Quand le temps devient art : la nouvelle Patek Philippe Twenty-4 séduit les amoureux du luxe

Le temps ne se regarde plus seulement : il se contemple. Et parfois, il s'admire. En cette fin d'octobre 2025, l'univers du luxe s'arrête une seconde juste assez pour laisser passer une nouvelle icône.

Patek Philippe dévoile sa Twenty-4 7340/1R, une montre au charme magnétique, façonnée dans l'or rose, qui redéfinit une fois encore ce que signifie "le luxe intemporel". Dans un monde où tout va vite, cette pièce rappelle que la vraie élégance est celle qui dure.

La révolution de l'Or : l'innovation chinoise du « Gold Pur »

Dans un contexte où l'or est souvent perçu comme un symbole de richesse et de stabilité économique, la Chine se démarque par une avancée scientifique qui pourrait redéfinir notre compréhension de ce métal précieux.

Des chercheurs chinois ont annoncé avoir développé une nouvelle substance appelée « or pur solide » qui offre des propriétés physiques inédites tout en maintenant sa composition chimique.



"National Geographic" classe Rabat parmi les destinations incontournables de 2026

Fondée au XII^e siècle et classée UNESCO, la capitale combine patrimoine historique et modernité avec élégance.

La Kasbah des Oudayas et ses jardins andalous offrent un décor digne d'une carte postale, tandis que la Tour Hassan et le Mausolée Mohammed V racontent l'histoire royale marocaine à travers des zelliges étincelants et des marbres sculptés. On s'y balade, on s'y perd, on s'y installe pour un thé à la menthe au Café des Oudayas, et le temps semble s'arrêter.



De vrais clones numériques : les réseaux ont-ils tué notre grain de folie ?

Tu te souviens du temps où on postait n'importe quoi sans filtre, juste pour rigoler ? Aujourd'hui, impossible de publier une story sans hésiter quinze fois.

Une nouvelle étude du Michigan State University confirme ce qu'on sentait tous un peu : les réseaux nous ont transformés en êtres ultra-lissés, obsédés par l'image qu'on renvoie.

Entre 2000 et 2020, plus d'1,3 million de personnes ont été interrogées sur leur rapport à la différence.

LODj



**L'ACTUALITÉ
NE S'ARRÊTE JAMAIS.**

Pour ne rien manquer, branchez-vous sur YouTube, Kick et Twitch.
L'information se vit en direct. Et vous y avez votre place.

🔧 Astuces & insolite



Prendre soin de son aspirateur, c'est investir peu pour économiser gros.

Aspirateur en détresse ? Le geste malin pour l'éviter à coup sûr !

On croit souvent qu'un aspirateur tombe en panne du jour au lendemain... alors qu'il crie déjà à l'aide !

Si vos tapis restent poussiéreux malgré plusieurs passages, si la brosse patine ou que l'odeur devient suspecte, c'est le moment de réagir.

À l'automne, avec la chute des feuilles et les poils d'animaux qui envahissent la maison, ces petits signaux passent facilement inaperçus. Un coup d'œil rapide suffit pour éviter un désastre ménager.

Le filtre et la brosse sont les stars de l'encrassement.

Le filtre protège le moteur mais se bouche avec poussière, cheveux et fibres, réduisant l'aspiration.

La brosse, quant à elle, se transforme en piège à poils et fils.

Résultat ? Moteur qui chauffe, aspiration faible, et panne quasi assurée si vous laissez passer le problème.

Pas de panique, la solution pour sauver votre allié du ménage est à portée de main. **Cliquer sur l'image**

Humidité : quand vos murs prennent l'eau, voici comment riposter

Ah, octobre au Maroc... les matins frais, les fenêtres qui se couvrent de buée et parfois, ces taches mystérieuses qui apparaissent sur le mur du salon. Oui, l'humidité frappe à la porte, et parfois sans prévenir. Mais pas de panique, il existe des gestes simples et malins pour la tenir à distance, et non, ça ne passe pas forcément par des travaux ou des déshumidificateurs hors de prix.

Le réflexe classique : on ferme tout à clé dès que le thermomètre descend. Grave erreur ! L'air, même frais, est votre premier allié contre la moiteur.

Une aération rapide, dix minutes par jour, fait des miracles : elle chasse la vapeur accumulée et remplace l'air saturé par de l'air sec.

L'astuce de pro ? Ouvrir vos fenêtres juste après la douche ou la cuisson. Résultat : vos murs et textiles restent sains, et bye bye la condensation qui s'incruste.

Même un courant d'air rapide dans le salon ou la chambre peut transformer l'atmosphère. Et si votre wifi rame pendant ces dix minutes d'aération, profitez-en pour checker vos stories !

Quand aérer ne suffit pas, surtout dans les pièces mal exposées ou orientées plein nord, le déshumidificateur devient votre meilleur pote.

Que ce soit électrique ou à base de sels, il aspire l'excès d'humidité et empêche la formation de moisissures.



Entretenez aussi votre VMC et grilles de ventilation : un coup d'aspirateur tous les deux mois et hop, l'air circule mieux et les murs restent secs.

🔧 Astuces & Insolite



Cliquer sur l'image pour plus de détails

Quand l'IA te maquille mieux que toi-même avant une réunion

Bienvenue dans le futur ou du moins dans la salle de réunion virtuelle où ton visage pixelisé s'apprête à devenir un terrain de jeu pour l'intelligence artificielle. Google Meet vient de lancer une nouvelle fonction baptisée « Maquillage », capable d'appliquer en temps réel du fond de teint, du rouge à lèvres et du mascara virtuels. Douze looks au total, calibrés par des algorithmes bienveillants qui, manifestement, ont décidé qu'il était temps d'épargner à l'humanité la panique du "je me connecte dans deux minutes et j'ai une tête de lundi matin". Bienvenue dans le futur ou du moins dans la salle de réunion virtuelle où ton visage pixelisé s'apprête à devenir un terrain de jeu pour l'intelligence artificielle. Google Meet vient de lancer une nouvelle fonction baptisée « Maquillage », capable d'appliquer en temps réel du fond de teint, du rouge à lèvres et du mascara virtuels. Douze looks au total, calibrés par des algorithmes bienveillants qui, manifestement, ont décidé qu'il était temps d'épargner à l'humanité la panique du "je me connecte dans deux minutes et j'ai une tête de lundi matin".

Dekoda : la caméra qui juge ta vie... depuis tes toilettes !

En 2025, la santé connectée a franchi un nouveau cap. Après les montres, les balances et les frigos intelligents, voici Dekoda, la caméra qui scrute vos toilettes pour décrypter... votre santé. Oui, on en est là. Il fallait oser. La start-up américaine Kohler Health l'a fait : Dekoda, un petit bijou de technologie qui s'installe sur la cuvette de vos toilettes pour analyser ce que vous y laissez.

Officiellement, il s'agit d'un outil de suivi de santé. Officieusement, c'est un peu comme si vos toilettes devenaient votre médecin traitant.

L'appareil est doté de capteurs capables de détecter le niveau d'hydratation, d'évaluer la santé intestinale et même de repérer la présence de sang. Tout ça, sans que vous leviez le petit doigt... sauf pour tirer la chasse. Concrètement, Dekoda filme et analyse ce qui se passe dans la cuvette. Les données partent ensuite dans une application dédiée (pour l'instant sur iPhone seulement). L'app Kohler Health vous dit si vous êtes bien hydraté, si vos intestins bossent correctement, et si quelque chose semble anormal. Le tout, évidemment, est présenté comme un pas de géant vers une santé personnalisée.



Lancement prévu le 21 octobre aux États-Unis. La promesse ? Une meilleure connaissance de soi, version salle de bain 3.0.

Édito Automobile

Marché Automobile : Un record historique de ventes au Maroc en octobre 2025

Le marché automobile marocain est en pleine effervescence, atteignant des sommets jamais vus auparavant. En octobre 2025, les ventes de voitures neuves ont franchi un cap historique, battant le précédent record de 2018, qui s'élevait à plus de 177 000 unités vendues sur l'ensemble de l'année. En seulement dix mois, le pays a déjà enregistré des ventes impressionnantes, laissant présager une barre symbolique de 200 000 unités pour ce mois-ci si la tendance actuelle se maintient.

Marché Automobile : Un record historique de ventes au Maroc en octobre 2025

Les statistiques du mois dernier révèlent que le total des ventes (voitures particulières et véhicules utilitaires) a atteint 19 561 unités, soit une augmentation significative de 30,38 % par rapport à octobre 2024, où 15 003 unités avaient été écoulées. Ce bond spectaculaire est porté par la vente de véhicules particuliers, qui a enregistré une hausse de 32,65 % avec 17 208 unités vendues, contre 12 972 unités l'année précédente. Les véhicules utilitaires légers, quant à eux, ont également connu une forte progression, avec 2 353 unités vendues, représentant une hausse de 15,85 % par rapport à 2024.

Un cumul impressionnant depuis le début de l'année
En cumulant les ventes depuis le début de l'année, le marché automobile marocain a totalisé 186 415 unités à la fin d'octobre 2025. Cela représente une augmentation de 35,71 % par rapport à la même période en 2024, où 137 953 unités avaient été vendues. Ces chiffres témoignent d'une dynamique de croissance sans précédent, renforçant la position du Maroc comme un acteur majeur dans le secteur automobile en Afrique.

Pour mieux comprendre cette tendance, il est intéressant d'examiner le classement des marques qui dominent le marché en octobre 2025. Les marques qui ont su tirer leur épingle du jeu sont celles qui ont su s'adapter aux besoins des consommateurs tout en offrant des produits innovants et de qualité. Le Top 10 des marques pour le mois dernier reflète les préférences des consommateurs marocains, avec des acteurs locaux et internationaux qui se disputent les parts de marché.



Mohamed Ait Bellahcen

**Alors que le
marché
automobile
marocain
continue de
croître, plusieurs
facteurs peuvent
expliquer cette
dynamique.**



By Lodj

ويب
راديو

R212

مغاربة العالم



WWW.LODJ.MA

By Lodi

MEFG

AUTO-MOTO

OCT
24/25

Le Maroc

s'installe dans le
top 15 mondial des
constructeurs

Car-poor : l'addition
cachée qui freine la
richesse des ménages

CAN 2025:

723 bus Yutong pour
muscler le dispositif
de transport marocain

Interviews vidéo

exclusives : au sein du
salon dédié aux
véhicules électriques
et hybrides



ELECTROMOBILITÉ

LA CLASSE MOYENNE A VOTÉ CHINOIS !

NUMÉRO XXXL SPÉCIAL AUTO EXPO 2025

MAGAZINE 100% WEB CONNECTÉ & AUGMENTÉ EN FORMAT FLIPBOOK !
version non-commerciale

📌 Automobile Brèves



Lancement de la Caravane historique pour le cinquantenaire de la Marche Verte

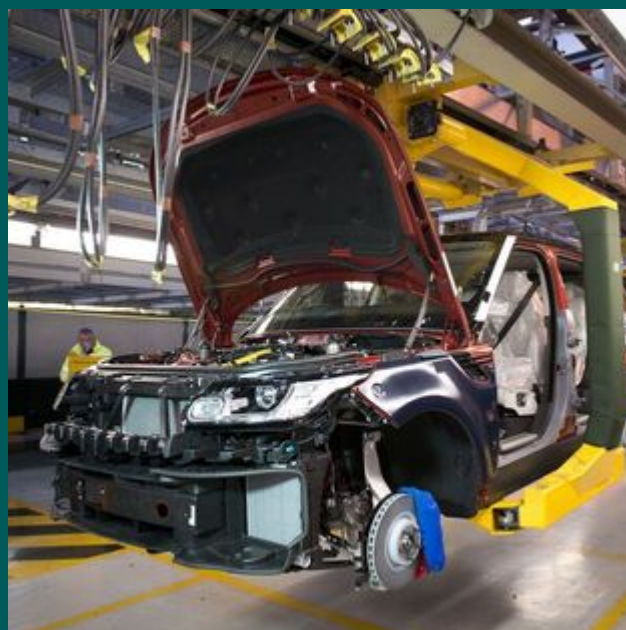
À l'occasion du 50^e anniversaire de la Marche Verte, le Royal Automobile Club Marocain (RACM), en partenariat avec la Fédération Marocaine des Véhicules Anciens (FMVA), organise une caravane historique qui se déroulera du 4 au 8 novembre 2025. Ce périple reliera Casablanca, Tarfaya et Laâyoune, rassemblant plus de 50 véhicules d'exception et 110 participants pour rendre hommage à l'épopée nationale initiée par Sa Majesté le Roi Hassan II en 1975. Cet événement commémore également la mémoire des 350 000 volontaires qui ont marqué l'histoire du Royaume.

[Cliquez sur l'image pour lire la suite](#) 📄

📢 Made in China : Les voitures chinoises conquièrent le marché Marocain

L'industrie automobile mondiale connaît une transformation majeure avec la montée en puissance des voitures chinoises. L'essor des constructeurs chinois, notamment dans le secteur des véhicules électriques et hybrides, n'a jamais été aussi marqué. Ces dernières années, les fabricants chinois ont su s'imposer sur le marché international, profitant de la compétitivité de leurs prix et de l'innovation dans les technologies de batteries et de connectivité.

[Cliquez sur l'image pour lire la suite](#) 📄



LODJ

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...



www.pressplus.ma